

Flash collectivités 2022-06

Cayenne, le 22/02/2022

COMPENSATIONS FINANCIERES DES TRANSFERTS DE COMPETENCES INSCRITES DANS LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2022

La présente note et ses annexes retracent les mesures inscrites en loi de finances pour 2022 en matière de transferts de charges. Elle présente les principes de la compensation financière aux collectivités territoriales, les différents vecteurs de compensation ainsi que les montants de compensation, expliqués et commentés, que recevront à compter de 2022 les départements, les régions et certaines communes et groupements de collectivités territoriales au titre notamment de chaque compétence transférée entre 2005 et 2022 sur le fondement de :

- la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (LRL) ;
- la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTre) ;
- la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;
- la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace.

Nos services (collectivites-973@guyane.pref.gouv.fr) restent à votre disposition pour vous apporter tous les éléments d'information complémentaires qui vous paraîtraient utiles.

Liste des pièces jointes

- **Fiche** relative au cadre juridique et financier de la compensation financière aux collectivités territoriales et à la présentation des mesures adoptées en LFI 2021.
- **Annexe 1** : Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA) ;
- **Annexe 2** : Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD) ;
- **Annexe 3** : Tableau récapitulatif des montants de compensation non pérenne sous forme de fiscalité transférée (TIPCE et TSCA) ;
- **Annexe 4** : Tableaux récapitulatifs des montants de compensation non pérenne sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD) ;
- **Annexe 5** : Tableau récapitulatif des décrets de transfert de services ;
- **Annexe 6** : Tableau récapitulatif de la réforme de l'apprentissage ;
- **Annexe 7** : Tableau de répartition entre les régions de la dotation de compensation pour la perte des frais de gestion de la taxe d'habitation et de la dotation de compensation de la baisse des frais de gestion de la CVAE et de la CFE.

FICHE relative au cadre juridique et financier de la compensation financière aux collectivités territoriales et à la présentation des mesures adoptées en LFI 2022

I. Cadre juridique et financier de la compensation des transferts de charges aux collectivités territoriales

A. Les principes de compensation

Conformément à l'article 72-2 (4^{ème} alinéa) de la Constitution :

« Tout transfert de compétences entre l'État et les collectivités territoriales s'accompagne de l'attribution de ressources équivalentes à celles qui étaient consacrées à leur exercice. Toute création ou extension de compétences ayant pour conséquence d'augmenter les dépenses des collectivités territoriales est accompagnée de ressources déterminées par la loi. »

Les transferts de compétences aux collectivités territoriales s'accompagnent de l'attribution de ressources équivalentes à celles consacrées précédemment par l'État à leur exercice. Mis en œuvre depuis 1983¹, ce principe législatif de neutralité financière des transferts de compétences a été érigé en principe constitutionnel en 2003.

La réforme constitutionnelle du 28 mars 2003 a également permis de préciser les règles applicables au financement des charges transférées par l'État aux collectivités territoriales au titre d'une création ou d'une extension de compétence :

- une création de compétence correspond à l'octroi d'une compétence nouvelle, dépourvue de tout lien avec une compétence déjà exercée par un niveau de collectivités territoriales² ;
- une extension de compétence correspond à toute mission nouvelle, rattachable à une compétence déjà assumée par une collectivité territoriale, qui se concrétise soit par l'élargissement de la compétence à une nouvelle catégorie de personnes, soit par l'attribution d'une mission nouvelle qui ne saurait être assimilée à un aménagement de la compétence déjà exercée.

Les dispositions constitutionnelles de l'article 72-2 ont trouvé leur traduction au sein du code général des collectivités territoriales :

- à l'article L. 1614-1 du CGCT pour les transferts de compétences ;
- à l'article L. 1614-1-1 du CGCT pour les créations et extensions de compétences ;
- à l'article L. 1614-2 du CGCT pour les modifications par voie réglementaire des règles relatives à l'exercice des compétences transférées.

¹ L'article 5 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État a posé le principe selon lequel les transferts de compétences de l'État aux collectivités territoriales s'accompagnent du transfert concomitant par l'État « des ressources nécessaires à l'exercice normal de ces compétences ».

² Décision du Conseil Constitutionnel n° 2008-569 DC du 7 août 2008.

B. Les vecteurs de compensation

Il existe plusieurs vecteurs de compensation financière :

- les *dotations versées par l'État sous forme de crédits budgétaires*, qui sont libres d'emploi pour les collectivités territoriales étant entendu que les ressources ne sont pas affectées à une catégorie ou une nature de dépenses. Le montant de compensation versé au titre de la dotation générale de décentralisation (DGD) et les crédits du fonds régional de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue³ prévus aux 1^o et 2^o de l'article L. 4332-1 du CGCT ne sont plus indexés et n'évoluent plus à compter de 2009, sauf nouveaux transferts de compétence à compenser ;
- les *prélèvements sur recettes (PSR)*⁴, opérés sur les recettes du budget général de l'État, qui permettent d'effectuer le versement des sommes aux collectivités territoriales sans recourir à la procédure préalable de délégation ministérielle de crédits aux préfets ;
- la *fiscalité transférée*, correspondant aux produits d'impôts d'État reversés aux collectivités territoriales, notamment la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) et la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA).

Plusieurs clauses de garantie permettent de préserver de manière pérenne les montants de compensation financière versés pour l'exercice des compétences transférées :

- lorsque le produit de la fiscalité transférée est inférieur au montant du droit à compensation, l'État est tenu de majorer le montant de la fiscalité transférée à due concurrence, conformément à la jurisprudence du Conseil constitutionnel⁵ ;
- l'article 119 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (LRL) comporte une garantie de non-baisse des recettes de fiscalité transférée ;
- il en est de même pour la fiscalité transférée versée au titre du transfert du RMI en 2004, toujours en vigueur, la clause étant prévue à l'article 59 de la loi n°2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004, et pour la fiscalité transférée au titre de la généralisation du RSA en 2009, inscrite à l'article 7 de la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le RSA et réformant les politiques d'insertion ;
- les transferts des lois de décentralisation n° 2014-58 du 27 janvier 2014 (MAPTAM) et n° 2015-991 du 7 août 2015 (NOTRe) comprennent également des clauses de garanties respectivement aux articles 91 et 133.

³ En application de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, les régions exercent à compter de 2020 des compétences facultatives et résiduelles en matière d'apprentissage et le fonds régional de la formation professionnelle continue est alimenté chaque année conformément aux nouvelles dispositions de l'article L.4332-1 du CGCT.

⁴ Les PSR sont listés à l'article 44 de la LFI pour 2022. Cinq PSR sont gérés par le bureau du financement des transferts de compétences : le FMDI, la DDEC, la DRES, la DGCES et le PSR Apprentissage.

⁵ Décision DC n°2003-489 du 29 décembre 2003, considérant 23, et décision n°2004-511 DC du 29 décembre 2004, considérant n° 36.

C. Tableaux de synthèse

Le montant des compensations correspondant aux transferts de compétences réalisés de 1982 à 2004 (acte I de la décentralisation) s'établit en 2020 à :

- **14,26 Md€** sous forme de fiscalité transférée (cartes grises et DMTO⁶ hors réforme de la taxe professionnelle) ;
- **6,86 Md€** sous forme de DGD pour les départements et les régions (dont 6,51 Md€ basculés dans la DGF en 2004).
- **130,3 M€** sous forme de DGD des communes.

Dans le cadre de la réforme des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales, la DGD des régions et la DGD des départements de droit commun ont fait l'objet d'un transfert financier partiel en 2004 vers la dotation globale de fonctionnement (DGF) respective des régions et des départements selon les modalités suivantes :

- 95 % des crédits de la DGD revenant à chaque région ou département en 2003 ont ainsi été intégrés dans la DGF (dotation forfaitaire et dotation de compensation) de chaque région ou département pour 2004 ;
- les 5 % de crédits de la DGD restants permettent de procéder aux ajustements que peut connaître annuellement la DGD. Chaque région ou département a ainsi perçu dès 2004 et reçoit les années suivantes une DGD résiduelle égale à 5 % de la DGD 2003, indexée jusqu'en 2008 à la DGF, puis majorée ou diminuée le cas échéant au titre de accroissements ou diminutions de charges transférées.

Au total, 2 384 697 043 € des crédits de la DGD des régions et 4 130 113 369 € des crédits de la DGD des départements ont été basculés en DGF en valeur 2013 après application du taux d'évolution de la DGD, qui est gelée depuis 2009.

Le montant total des compensations allouées aux collectivités territoriales au titre des transferts de charges de 2005 à 2022 s'établit à :

- **14,29 Md€** sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA) ;
- **2,07 Md€** sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD) et de dotation globale de compensation (DGC) sur les programmes 119 et 122 (en intégrant la DGD des communes allouée au titre des transferts de compétences de l'acte I) ;
- Environ **2,06 Md€** sous forme de dispositifs de soutien aux départements pour le financement des allocations individuelles de solidarité (FMDI, DCP, 3^{ème} part du nouveau fonds DMTO (ex FSD)) ;
- **1,11 Md€** sous forme de PSR dédiés à l'équipement scolaire (DDEC, DRES, DGCEs) et à l'apprentissage.

⁶ Source : jaune « transferts de l'État aux collectivités territoriales » annexé au PLF 2022. Il convient de préciser que les DMTO ne constituent plus de la fiscalité transférée à proprement parler.

Compensations versées en 2022 sous forme de fiscalité transférée

	Vecteur de compensation	Départements	Régions	Total
Fiscalité transférée au titre de l'acte II et III de la décentralisation	TICPE/TSCA LRL	3 738,00 M€		3 738,00 M€
	TICPE LRL/MAPTAM/NOTRe		3 568,00M€	3 568,00M€
	TICPE RMI	4 362,27 M€		4 362,27 M€
	TICPE RSA	780,57 M€		780,57 M€
Fiscalité transférée à titre divers	TICPE Mayotte	26,38 M€		26,38 M€
	TSCA SDIS	1 242,00 M€		1 242,00 M€
	TICPE - DRONISEP		8,25 M€	8,25 M€
Fiscalité transférée au titre de la réforme de l'apprentissage et de la formation professionnelle	Frais de gestion affectés aux régions - réforme de la formation professionnelle (pacte de confiance et de responsabilité)		289,00 M€	289,00 M€
	TICPE - réforme de la formation professionnelle		413,40 M€	413,40 M€
	TICPE - réforme de l'apprentissage		156,89 M€	156,89 M€
TOTAL		10 149,22 M€	4 435,54 M€	14 584,8 M€

Dotation générale de décentralisation (DGD) et dotation globale de compensation (DGC)

		Crédits ouverts en LFI 2021			Montants LFI 2022			Dont mesures nouvelles LFI 2022		
		AE	CP	CP	AE	CP	CP	AE	CP	
		Programme 119 – DGD des communes – Action 02								
DGD des communes	DGD - concours SCHS	90 601 990 €	90 601 990 €	90 601 990 €	90 601 990 €	90 601 990 €	90 601 990 €			
	DGD - concours entretien voirie nationale ville de Paris	15 389 433 €	15 389 433 €	15 389 433 €	15 389 433 €	15 389 433 €	15 389 433 €			
	DGD - concours transfert monuments historiques	565 962 €	565 962 €	565 962 €	565 962 €	565 962 €	565 962 €			
	DGD - concours élaboration documents d'urbanisme	23 271 275 €	23 271 275 €	23 271 275 €	23 271 275 €	23 271 275 €	23 271 275 €			
	DGD - concours pour le financement du transfert des compétences prévu à l'article L. 631-7-1 du CCH	479 598 €	479 598 €	479 598 €	479 598 €	479 598 €	479 598 €			
	DGD - eurométropole de Strasbourg	4 081 026 €	4 081 026 €	4 081 026 €	4 713 637 €	4 713 637 €	4 713 637 €	632 611 €	632 611 €	
Total action 02		134 389 284 €	134 389 284 €	134 389 284 €	135 021 895 €	135 021 895 €	135 021 895 €			
		Programme 119 – DGD des départements – Action 04								
DGD des départements	DGD départements	264 264 149 €	264 264 149 €	264 241 254 €	264 241 254 €	264 241 254 €	264 241 254 €	-22 895 €	-22 895 €	
	DGD fluviale Guyane	1 473 132 €	1 473 132 €	1 473 132 €	1 473 132 €	1 473 132 €	1 473 132 €			
	Dotation de compensation de la baisse du DCP	0 €	0 €	0 €	51 600 000 €	51 600 000 €	51 600 000 €	51 600 000 €	51 600 000 €	
Total action 04		265 737 281 €	265 737 281 €	265 737 281 €	317 314 386 €	317 314 386 €	317 314 386 €	51 577 105 €	51 577 105 €	
		Programme 119 – DGD des régions – Action 05								
DGD des régions	DGD droit commun	598 591 851 €	598 591 851 €	599 165 373 €	599 165 373 €	599 165 373 €	599 165 373 €	573 522 €	573 522 €	
	DGD Corse (DCT)	187 036 233 €	187 036 233 €	187 036 233 €	187 036 233 €	187 036 233 €	187 036 233 €			
	DGD STIF	128 102 206 €	128 102 206 €	128 102 206 €	128 102 206 €	128 102 206 €	128 102 206 €			
	DGD - formation professionnelle	292 659 123 €	292 659 123 €	292 659 123 €	292 659 123 €	292 659 123 €	292 659 123 €			
	Dotation de compensation de la baisse des frais de gestion	0 €	0 €	0 €	107 000 000 €	107 000 000 €	107 000 000 €	107 000 000 €	107 000 000 €	
Total action 05		1 206 389 413 €	1 206 389 413 €	1 206 389 413 €	1 313 962 935 €	1 313 962 935 €	1 313 962 935 €	107 573 522 €	107 573 522 €	
		Programme 119 – DGD concours particuliers – Action 06								
DGD concours particuliers	DGD ACOTU	87 885 413 €	87 885 413 €	87 885 413 €	87 885 413 €	87 885 413 €	87 885 413 €			
	DGD ports maritimes	53 344 301 €	53 344 301 €	53 312 539 €	53 312 539 €	53 312 539 €	53 312 539 €	168 238 €	168 238 €	
	DGD bibliothèques	88 421 426 €	88 421 426 €	88 421 426 €	88 421 426 €	88 421 426 €	88 421 426 €			
	DGD aérodromes	4 098 868 €	4 098 868 €	4 098 868 €	4 434 584 €	4 434 584 €	4 434 584 €	335 716 €	335 716 €	
	DGD domaine public fluvial	2 862 258 €	2 862 258 €	2 862 258 €	2 895 371 €	2 895 371 €	2 895 371 €	33 113 €	33 113 €	
	Total action 06	236 612 266 €	236 612 266 €	236 612 266 €	237 149 333 €	237 149 333 €	237 149 333 €	537 067 €	537 067 €	
TOTAL P. 119		1 847 128 244 €	1 847 128 244 €	1 847 128 244 €	2 007 448 549 €	2 007 448 549 €	2 007 448 549 €	160 320 305 €	160 320 305 €	
		Programme 122 – Concours spécifiques et administration								
Ddotations OM	DGC Nouvelle-Calédonie (indexation annuelle)	54 833 049 €	54 833 049 €	55 491 878 €	55 491 878 €	55 491 878 €	55 491 878 €	658 829 €	658 829 €	
	DGC Polynésie française	2 202 451 €	2 202 451 €	2 202 451 €	2 202 451 €	2 202 451 €	2 202 451 €			
	DGC Saint-Martin	4 433 738 €	4 433 738 €	4 433 738 €	4 643 864 €	4 643 864 €	4 643 864 €	210 126 €	210 126 €	
TOTAL P. 122		61 469 238 €	61 469 238 €	62 336 193 €	62 336 193 €	62 336 193 €	62 336 193 €	868 955 €	868 955 €	
TOTAL dotations de compensation		1 908 597 482 €	1 908 597 482 €	1 908 597 482 €	2 069 786 742 €	2 069 786 742 €	2 069 786 742 €	161 189 260 €	161 189 260 €	

Dispositifs de soutien aux départements pour le financement des allocations individuelles de solidarité (AIS)	
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI)	440 432 204 €
Dispositif de compensation péréquée (DCP)	974 423 770 € (montant prévisionnel 2022)
3 ^{ème} part du nouveau Fonds DMTO (ex Fonds de solidarité en faveur des départements - FSD)	648 000 000 €

Prélèvements sur recettes dédiés à l'équipement scolaire	
Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)	326 317 000 €
Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)	661 186 000 €
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire (DGCEs)	2 686 000 €

II. Les principales mesures de la LFI pour 2022

A. Les compensations versées sous forme de TICPE

1. Ajustement de la compensation versée à la Collectivité européenne d'Alsace au titre du transfert du réseau routier national non concédé au 1^{er} janvier 2021

En application de l'article 6 de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace (loi CeA), le réseau routier national non concédé a été transféré à la CeA le 1^{er} janvier 2021. Ce transfert de compétences, emportant transfert des charges de fonctionnement et d'investissement ainsi qu'un transfert de service, est compensé selon les modalités prévues par l'article 9 de la loi CeA.

Ces modalités de la compensation financière ont été précisées, après avis de la Commission consultative sur l'évaluation des charges (CCEC) du 9 décembre 2020, par le décret n° 2020-1834 du 31 décembre 2020, pris en application du I de l'article 9 de la loi CeA. Les modalités du transfert de service ont quant à elles été précisées par le décret n° 2021-1346 du 15 octobre 2021 relatif à la date et aux modalités de transfert définitif des services ou parties de service du ministère de la transition écologique exerçant les compétences transférées à la Collectivité européenne d'Alsace et à l'Eurométropole de Strasbourg.

En application de ces dispositions législatives et réglementaires, la LFI pour 2022 prévoit deux ajustements de la fraction de TICPE inscrite au I de l'article 76 de la LFI pour 2021, le premier prenant en compte le montant définitif du droit à compensation des dépenses de fonctionnement et d'investissement, le second permettant d'intégrer la compensation financière du transfert des services et parties de services en charge de la gestion du réseau transféré à la CeA.

Par conséquent, la LFI pour 2022 procède à un **ajustement pérenne** du droit à compensation attribué à la CeA à hauteur de **+2 176 949 €** (cf. annexe 1) correspondant à :

- une minoration de 2 023 € au titre de l'évaluation définitive du droit à compensation des dépenses de fonctionnement et d'investissement ;
- la compensation financière des dépenses de fonctionnement associées au transfert des services (dit « sac à dos ») à hauteur de 261 276 € ;
- la compensation des dépenses relatives à la formation des agents à hauteur de 47 584 € ;
- la compensation des dépenses relatives à la médecine de prévention 7 639 € ;
- la compensation des dépenses d'action sociale hors T2 à hauteur de 13 398 € ;
- la compensation des indemnités de service fait à hauteur de 652 395 € ;
- la compensation des vacances à hauteur de 100 638 € ;
- la valorisation des postes vacants intermédiaires correspondant à 17 ETP à hauteur de 533 066 € ;
- la valorisation des fractions d'emplois correspondant à 8,9 ETP à hauteur de 306 973 € ;
- la compensation financière de la masse salariale des ouvriers de parcs et ateliers à hauteur de 256 003 €.

De plus, un versement **non pérenne** à hauteur de **+188 637 €** est inscrit en LFI 2022 (cf. annexe 3) au titre du transfert de compétence, dont :

- une reprise d'un montant de 2 023 €, tirant les conséquences de l'évaluation définitive du montant du droit à compensation sur le financement de l'État versé à la CeA au titre de l'année 2021 ;
- 130 638 € au titre des dépenses de fonctionnement engagées par la CeA lors du second semestre 2021 ;
- 23 792 € au titre des dépenses de formation engagées par la CeA lors du second semestre 2021 ;
- 36 230 € au titre des dépenses de vacances engagées par la CeA lors du second semestre 2021.

2. Ajustement des compensations versées aux régions au titre des formations sanitaires et sociales

Dans le champ de la compétence « formations et bourses sanitaires et sociales », la LFI pour 2022 actualise les fractions régionales de TICPE servant de fondement à la compensation financière des transferts de compétences prévus par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (LRL) en prenant en compte des modifications réglementaires impactant le coût d'exercice de cette compétence :

- l'arrêté du 18 mai 2017 modifiant l'arrêté du 31 juillet 2009 relatif au diplôme d'Etat d'infirmier a procédé à la revalorisation des indemnités de stage des étudiants en cursus infirmier. A ce titre, une compensation provisionnelle de 12 639 062 € est versée aux régions depuis la LFI pour 2018. La prise en compte des effectifs à la veille de la réforme porte le droit à compensation définitif à 11 983 770 €. La LFI pour 2022 procède donc à une diminution pérenne de la TICPE-LRL à hauteur de -651 614 € et à une hausse pérenne de la TICPE-Mayotte à hauteur de +1 505 € (cf. annexe 1). Cet ajustement appelle également un versement ou une minoration non pérenne de la compensation aux régions de métropole et au Département de Mayotte au titre des années 2018, 2019, 2020 et 2021 (cf. annexe 3) ;
- l'arrêté du 16 décembre 2020 relatif aux indemnités de stage versées aux étudiants inscrits dans les instituts de formation de certaines professions de santé a conduit à une revalorisation des indemnités de stage versées aux étudiants des formations masseur-kinésithérapeute, ergothérapeute, manipulateur d'électroradiologie médicale et infirmier. La LFI pour 2022 effectue à titre de compensation provisionnelle une hausse pérenne de la TICPE-LRL à hauteur de +16 236 348 € et de la TICPE-Mayotte à hauteur de +14 180 € (cf. annexe 1). Afin de tenir compte de l'entrée en vigueur de l'arrêté au 1^{er} janvier 2021, un rattrapage non pérenne de la compensation des charges est prévu pour 2021 selon les mêmes montants (cf. annexe 3) ;
- le décret n° 2016-74 du 29 janvier 2016 instituant le diplôme d'Etat d'accompagnant éducatif et social (DEAES) a conduit à augmenter les coûts d'organisation du diplôme de telle sorte qu'une compensation s'avère nécessaire par l'Etat au bénéfice des régions. En ce sens, la LFI pour 2022 inscrit une compensation provisionnelle à hauteur de 1 912 646 € financée par la

TICPE-LRL à destination des régions de métropole (cf. annexe 1).

3. Compensation provisionnelle aux régions de la revalorisation de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle

Les décrets n° 2021-521 et n° 2021-522 du 29 avril 2021 portant revalorisation de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle (RSFP) occasionnent un accroissement de charges justifiant une compensation de l'Etat au titre de l'article L. 1614-2 du CGCT.

La LFI pour 2022 procède donc à un ajustement pérenne provisionnel à hauteur de 112 534 501 € via une augmentation de la fraction de tarif de TICPE de financement de la formation professionnelle prévue à l'article 41 de la LFI pour 2014 (cf annexe 1).

La clause de garantie prévue au dernier alinéa du 2 du A du II de l'article 41 est augmentée du même montant.

4. Compensation provisionnelle aux régions de la prime inflation versée aux boursiers des formations sanitaires et sociales ainsi qu'aux stagiaires de la formation professionnelle

Le décret n° 2021-1623 du 11 décembre 2021 relatif aux modalités de versement de l'aide exceptionnelle prévue à l'article 13 de la loi n° 2021-1549 du 1^{er} décembre 2021 de finances rectificative pour 2021 instaure une indemnité dont les bénéficiaires sont notamment les boursiers des formations sanitaires et sociales ainsi que les stagiaires de la formation professionnelle.

Il s'agit d'une modification réglementaire d'une compétence transférée au sens de l'article L. 1614-2 du CGCT qui fait donc l'objet d'une compensation provisionnelle à hauteur de 15 559 100 €. Le versement de cette compensation s'effectue par le transfert aux régions d'une part fixe de TICPE supplémentaire.

5. Compensation aux régions du transfert de la fonction comptable résultant de la gestion des fonds structurels et d'investissements européens (FESI)

En modifiant l'article 78 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), le III de l'article 42 de la LFI pour 2022 confie aux régions la fonction comptable résultant de la gestion des fonds structurels et d'investissement européens (FESI).

Dans le cadre de ce transfert de compétences et afin d'assurer la compensation financière de celui-ci, la LFI pour 2022 procède à l'ajustement des montants de compensations financières dues aux régions au titre des transferts de compétences prévus par la loi MAPTAM et par la loi NOTRe et versées sous la forme d'une fraction de tarif de TICPE prévue à l'article 38 de la LFI pour 2016.

Par conséquent, en compensation du transfert aux régions de la fonction comptable résultant de la gestion des FESI, la fraction de tarif de TICPE versée aux régions est majorée de manière pérenne à compter de 2022 de +1 204 501 € correspondant à la valorisation financière de 15 ETPT non transférés (cf. annexe 1).

B. Les compensations versées sous forme de crédits budgétaires inscrits aux programmes de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » (RCT)

Les crédits de la DGD et de la DGC sont ventilés au sein de la mission RCT sur les 2 programmes suivants :

- 119 Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements,
- 122 Concours spécifiques et administration, regroupant notamment les dotations outre-mer.

1. Les mesures nouvelles inscrites au programme 119

a) Compensation à l'eurométropole de Strasbourg du transfert du réseau routier national non concédé au 1^{er} janvier 2021

En application de l'article 6 de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace (loi CeA), le réseau routier national non concédé a été transféré à l'eurométropole de Strasbourg (EMS) le 1^{er} janvier 2021. Ce transfert de compétences, emportant transfert des charges de fonctionnement et d'investissement ainsi qu'un transfert de service, est compensé selon les modalités prévues par l'article 9 de la loi CeA.

Ces modalités de la compensation financière ont été précisées, après avis de la CCEC du 9 décembre 2020, par le décret n° 2020-1834 du 31 décembre 2020, pris en application du I de l'article 9 de la loi CeA. De plus, les modalités du transfert de service ont été précisées par le décret n° 2021-1346 du 15 octobre 2021 relatif à la date et aux modalités de transfert définitif des services ou parties de service du ministère de la transition écologique exerçant les compétences transférées à la Collectivité européenne d'Alsace et à l'Eurométropole de Strasbourg.

En application de ces dispositions législatives et réglementaires, la LFI pour 2022 prévoit deux ajustements du droit à compensation, le premier prenant en compte le montant définitif du droit à compensation des dépenses de fonctionnement et d'investissement, le second permettant d'intégrer la compensation financière du transfert des services et parties de services en charge de la gestion du réseau transféré à l'EMS (cf. annexe 2).

Par conséquent, la LFI pour 2022 procède à un **ajustement pérenne** du droit à compensation attribué à l'EMS à hauteur de **+575 883 € (cf. annexe 2)** correspondant à :

- une minoration de 521 € au titre de l'évaluation définitive du droit à compensation des dépenses de fonctionnement et d'investissement ;
- la compensation financière des dépenses de fonctionnement associées au transfert des services (dit « sac à dos ») à hauteur de 78 452 € ;

- la compensation des dépenses relatives à la formation des agents à hauteur de 14 288 € ;
- la compensation des dépenses relatives à la médecine de prévention 2 294 € ;
- la compensation des dépenses d'action sociale hors T2 à hauteur de 4 023 € ;
- la compensation des indemnités de service fait à hauteur de 195 893 € ;
- la compensation des vacances à hauteur de 30 218 € ;
- la valorisation des postes vacants intermédiaires correspondant à 1 ETP à hauteur de 30 868 € ;
- la valorisation des fractions d'emplois correspondant à 4,6 ETP à hauteur de 159 610 € ;
- la compensation financière de la masse salariale des ouvriers de parcs et ateliers d'un montant de 60 758 €.

De plus, un versement **non pérenne** à hauteur de **+56 728 €** est inscrit en LFI 2022 (cf. annexe 4) au titre du transfert de compétence, dont :

- une reprise d'un montant de 521 €, tirant les conséquences de l'évaluation définitive du montant du droit à compensation sur le financement de l'État versé à l'EMS au titre de l'année 2021 ;
- 39 226 € au titre des dépenses de fonctionnement engagées par l'EMS lors du second semestre 2021 ;
- 7 144 € au titre des dépenses de formation engagées par l'EMS lors du second semestre 2021 ;
- 10 879 € au titre des dépenses de vacances engagées par l'EMS lors du second semestre 2021.

b) Ajustement des compensations versées aux régions d'outre-mer au titre des formations sanitaires et sociales (DGD des régions)

Au titre de la compensation aux régions d'outre-mer du transfert des formations et bourses sanitaires et sociales, la DGD des régions est ainsi ajustée :

- - 5 183 € de manière pérenne au titre de la fixation du droit à compensation définitif relatif à l'arrêté du 18 mai 2017 modifiant l'arrêté du 31 juillet 2009 relatif au diplôme d'Etat d'infirmier, portant ainsi le droit à compensation à 218 116 € pour les régions d'Outre-mer contre 223 299 € lors de la compensation provisionnelle (cf. annexe 2). Un ajustement non-pérenne du même montant au titre des années 2018, 2019, 2020, 2021 est également effectué (cf. annexe 4).
- + 266 156 € de manière pérenne au titre de la fixation du droit à compensation provisionnel relatif à l'arrêté du 16 décembre 2020 concernant les indemnités de stage versées aux étudiants inscrits dans les instituts de formation de certaines professions de santé (cf. annexe 2). Un versement non-pérenne du même montant est également effectué au titre de 2021 (cf. annexe 4).
- + 67 125 € de manière pérenne au titre de la fixation du droit à compensation provisionnel relatif au décret du 29 janvier 2016 instituant le diplôme d'Etat d'accompagnant éducatif et social (cf. annexe 2).

c) *Dotation de compensation de la baisse des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties - TFPB (Dispositif de compensation péréquée) au bénéfice des départements*

Le DCP a été créé par la LFI pour 2014 afin de compenser les surcoûts liés aux revalorisations exceptionnelles du revenu de solidarité active (RSA) effectuées entre 2013 et 2017. Ce dispositif affecte aux départements en année N le produit net des frais de gestion de la TFPB de l'année N-1 perçus par l'État.

Dans le cadre de la baisse des impôts de production, la LFI pour 2021 prévoit une diminution de l'ordre de -5 % de la TFPB, laquelle affectera mécaniquement les frais de gestion perçus en 2022. Ainsi, le DCP devrait subir, en 2022, une baisse par rapport à 2021 de l'ordre de -5 %, soit -51,6 M€. L'article 199 de la LFI pour 2022 crée en conséquence une dotation visant à compenser l'impact, pour les départements, de la baisse de -5 % du DCP. Cette dotation s'élève à 51,6 M€. Sa répartition sera effectuée au mois d'avril selon les mêmes modalités de répartition que le DCP.

Les collectivités et départements d'outre-mer ayant recentralisé le financement du RSA ne perçoivent plus le DCP, puisqu'il s'agit d'un dispositif visant à compenser les dépenses de RSA. De ce fait, ils ne bénéficient pas de cette dotation.

d) *Dotation de compensation de la baisse des frais de gestion de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises - CVAE et de la cotisation foncière des entreprises - CFE (formation professionnelle) au bénéfice des régions*

Au titre de la compétence « formation professionnelle » les régions perçoivent en année N les frais de gestion perçus par l'Etat en N-1 afférents à la CFE et à la CVAE (article 41 de la LFI pour 2014). Dans le cadre de la baisse des impôts de production, la LFI pour 2021 prévoit une diminution de 50% de la CFE des établissements industriels et la suppression de 50% de la CVAE, lesquelles affecteront mécaniquement les frais de gestion perçus en 2022.

L'article 200 de la LFI pour 2022 crée en conséquence une dotation à hauteur de 107,0 M€ visant à compenser l'impact, pour les régions, de la baisse des frais de gestion CVAE/CFE. Cette dotation exceptionnelle sera répartie selon les modalités prévues au B du II de l'article 41 de la LFI pour 2014 (cf. annexe 7).

e) *Ajustements relatifs à la DGD des départements*

En application de l'article 7 de la loi n° 85-1098 du 11 octobre 1985 relative à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité, la LFI pour 2022 procède à un ajustement non pérenne de la DGD des départements à hauteur de +133 261 € (cf. annexe 4).

f) *Ajustements relatifs à la DGD ports maritimes*

Au titre de la compensation financière du transfert des services du ministère de la transition écologique chargés de la gestion des ports départementaux et des ports d'intérêt national, les crédits du concours particulier créé au sein de la DGD et relatif au financement des ports maritimes (DGD Ports) sont ainsi ajustés en LFI pour 2022 :

- un ajustement pérenne à hauteur de +91 766 € vient abonder le concours particulier à compter de 2022, tirant les conséquences de l'intégration en 2021 de deux agents ayant fait usage de leur droit d'option (cf. annexe 2) ;
- un ajustement non pérenne à hauteur de +76 472 € vient abonder le concours particulier en 2022, pour le même motif (cf. annexe 4).

g) Ajustements relatifs à la DGD aérodromes

La LFI pour 2022 procède à l'augmentation de la dotation générale de décentralisation (DGD) du programme 119 « concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements » afin de tirer les conséquences du transfert de l'aérodrome de Tours au Syndicat Mixte pour l'Aménagement et le Développement de l'Aéroport International de Tours Val de Loire (SMADAIT) à compter du 1er octobre 2021.

Ce transfert de compétence se fonde sur les dispositions de l'article L. 6311-1 du code des transports, dans sa rédaction issue de l'article 21 de la loi NOTRe et du décret n° 2021-986 du 27 juillet 2021 relatif aux modalités de transfert aux collectivités territoriales ou à leurs groupements d'aérodromes civils appartenant à l'Etat.

En application des dispositions de l'article 133 de la NOTRe, qui définissent les modalités de compensation financière de la loi, le droit à compensation financière pérenne versé annuellement relatif au transfert de l'aérodrome de Tours s'élève à 268 573 € (cf. annexe 2).

Par ailleurs, le transfert de l'aérodrome étant intervenu le 1^{er} octobre 2021, il convient de prévoir, au titre du droit à compensation financière de l'année 2021, une mesure non pérenne d'un montant de 67 143 € et d'abonder la DGD aérodrome en conséquence (cf. annexe 4).

h) Ajustements relatifs à la DGD domaine public fluvial

Au titre de la compensation aux collectivités et à leurs groupements du transfert des voies d'eau (article 32 de la loi LRL et articles L. 3113-1 à L. 3113-4 du code général de la propriété des personnes publiques) ou des services ou parties de services en charge des portions du domaine public fluvial transférées, le concours particulier « domaine public fluvial » (DPF) est majoré par un ajustement pérenne d'un montant total de +33 113 € (cf. annexe 2). Il s'agit d'ajuster la compensation accordée au syndicat mixte « établissement public interdépartemental de la Dordogne » (EPIDOR) et résultant du transfert de propriété du domaine public fluvial de la Dordogne depuis le 1^{er} janvier 2021, afin de tenir compte du transfert d'un agent de Voies navigables de France (VNF).

2. Les mesures nouvelles inscrites au programme 122

a) Indexation DGC Nouvelle-Calédonie

La dotation globale de compensation (DGC) versée à la Nouvelle-Calédonie a fait l'objet d'un ajustement en application des modalités d'indexation prévues par la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie.

En effet, la DGC de Nouvelle-Calédonie évolue comme la somme du taux prévisionnel de la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation (hors tabac) et de la moitié du taux d'évolution du produit intérieur brut (PIB) en volume de l'année en cours, sous réserve qu'il soit positif. Au titre de 2022, il en résulte un taux d'évolution de +3,45 % par rapport à la dotation exécutée en 2021 après régularisation. S'agissant de la partie de la dotation compensant les charges d'investissement dans les lycées, elle évolue quant à elle chaque année dans la même proportion que la variation de la moyenne sur 4 trimestres de l'indice du coût de la construction en Nouvelle-Calédonie, soit -0,4746 % pour 2022.

En LFI pour 2022, il résulte de ces différents motifs d'indexation une augmentation de la DGC versée à la Nouvelle-Calédonie de +658 829 € par rapport à la LFI pour 2021.

b) Ajustements relatifs à la DGC Saint-Martin

La LFI pour 2022 prévoit un ajustement financier à la hausse de la DGC attribuée à St-Martin à hauteur de +210 126 € au titre de la revalorisation de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle issue des décrets n° 2021-521 et n° 2021-522 du 29 avril 2021 portant revalorisation de la rémunération des stagiaires (cf. annexe 2). Ce versement constitue une compensation provisionnelle du fait de la création de charges nouvelles obligatoires.

Pour mémoire :

- le montant de la DGC de Saint-Martin est cristallisé à 4 433 738 € ;
- l'article 36 de la LFI 2016 a modifié l'article 104 de la LFR 2007 en supprimant pour la collectivité de Saint-Barthélemy le bénéfice du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1^{er} janvier 2016 et en diminuant, à due proportion la DGC. Ainsi, la DGC due à l'État par Saint-Barthélemy s'élève à 2 882 572 €.

C. Les dispositifs de soutien aux départements pour le financement des allocations individuelles de solidarité (AIS)

1. Le fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI)

Le fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI), doté initialement de 500 M€ par an, a été créé par l'article 37 de la LFI 2006 et codifié à l'article L. 3334-16-2 du CGCT. Le FMDI a fait l'objet de plusieurs modifications. La dernière réforme conduite en LFI 2017 visait à renforcer la part « insertion » du fonds et le caractère incitatif à conclure des contrats aidés financés par le département. Le décret n° 2019-675 du 28 juin 2019 est venu préciser les modalités de répartition du FMDI au titre des contrats de travail aidés (CUI-CAE, CUI-CIE, EAV et CDDI) cofinancés par les départements.

La collectivité territoriale de Guyane et le Département de Mayotte ne bénéficient plus des ressources du FMDI à compter de 2019 et le département de La Réunion à compter de 2020, en raison de la recentralisation du revenu de solidarité active (RSA) effectuée pour ces trois territoires.

A compter du 1^{er} janvier 2022, le versement du FMDI est suspendu pour les départements prenant part à l'expérimentation de la recentralisation du RSA prévue à l'article 43 de la LFI pour 2022.

Pour 2022, le FMDI est ainsi doté de façon évaluative de 440 432 204 €.

2. Le dispositif de compensation péréquée (DCP)

Dans le cadre du Pacte de confiance et de responsabilité entre l'État et les collectivités locales, adopté le 13 juillet 2013, le Gouvernement a attribué de nouvelles ressources aux départements afin d'assurer leur autonomie financière et le respect de leur libre administration.

La création par l'article 42 de la LFI pour 2014 du dispositif de compensation péréquée (DCP) s'est traduite par le transfert aux départements de la totalité de la ressource fiscale que l'État percevait au titre des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB). Cette ressource nouvelle allouée depuis 2014 vise à compenser les coûts induits par les décrets de revalorisation exceptionnelle du RSA, adoptés de septembre 2013 à mai 2017.

La LFI pour 2019 a procédé à la codification du DCP à l'article L. 3334-16-3 du CGCT.

Le montant du DCP réparti en 2021 s'établit à 1 031 423 770 €. Le montant prévisionnel pour 2022 est de 974 423 770 €.

La collectivité territoriale de Guyane et le Département de Mayotte ne bénéficient plus des ressources du DCP à compter de 2019 et le département de La Réunion à compter de 2020 en raison de la recentralisation du revenu de solidarité active (RSA) effectuée pour ces trois territoires.

A compter du 1^{er} janvier 2022, le DCP n'est plus versé aux départements prenant part à l'expérimentation de la recentralisation du RSA prévue à l'article 43 de la LFI pour 2022.

3. La troisième enveloppe du fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (ex FSD)

A la suite du Pacte de confiance et de responsabilité signé entre l'État et les départements en juillet 2013, le fonds de solidarité en faveur des départements (FSD), créé et codifié à l'article L. 3335-3 du CGCT par l'article 78 de la LFI pour 2014, a été pérennisé en LFI pour 2015 afin de réduire les inégalités constatées entre les départements en matière de « reste à charge » par habitant au titre des dépenses d'allocations individuelles de solidarité (RSA, APA, PCH).

La LFI pour 2020 a tiré les conséquences des travaux avec l'Assemblée des départements de France sur la rénovation de la péréquation horizontale des départements en procédant à la fusion des prélèvements opérés au titre des trois fonds de péréquation assis sur les droits de mutation à titre onéreux (DMTO) perçus par les conseils départementaux : le fonds national de péréquation des DMTO, le fonds de solidarité des départements (FSD) et le fonds de soutien interdépartemental (FSID).

Le FSD est désormais codifié à l'article L. 3335-2 du CGCT et constitue la 3^{ème} enveloppe de ce nouveau fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux, alimenté par un mécanisme de prélèvement unique.

Les modalités de répartition restent en revanche inchangées : les ressources de la 3^{ème} enveloppe sont ainsi réparties entre les départements éligibles en fonction des restes à charge respectifs des départements en matière d' AIS (pour 30 %) et en fonction de la population et de l'écart relatif entre le RAC / habitant et le RAC / habitant médian de l'ensemble des départements (pour 70 %).

4. Le relèvement de la fraction de droits de mutation à titres onéreux (DMTO)

Dans le cadre du Pacte de confiance et de responsabilité entre l'État et les collectivités locales, adopté le 13 juillet 2013, en sus des nouvelles ressources précitées, le Gouvernement a accordé la possibilité aux conseils départementaux de relever leur plafond de DMTO de 3,8% à 4,5 %. Cette ressource accordée depuis 2014 vise, conformément à l'article 196 de la loi n°2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, à compenser les coûts induits par les décrets de revalorisation exceptionnelle du RSA, adoptés de septembre 2013 à mai 2017.

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (synthèse)

Compensation TICPE	
Tranche	Total
2005	453 090 589 €
2006	583 961 422 €
2007	1 308 319 554 €
2008	609 240 012 €
2009	222 708 723 €
2010	37 763 098 €
2011	7 047 306 €
2012	1 650 662 €
2013	3 483 385 €
2014	1 484 745 €
2015	214 525 554 €
2016	23 471 138 €
2017	36 239 221 €
2018	43 281 820 €
2019	7 143 514 €
2020	10 391 034 €
2021	390 581 €
2022	131 236 382 €
Total	3 695 428 739 €

Annexe n°1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)
Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	Total tranche 2005	Total tranche 2006	Total tranche 2007	Total tranche 2008	Total tranche 2009	Total tranche 2010
Auvergne - Rhône-Alpes	48 930 660 €	14 795 076 €	188 857 839 €	38 209 862 €	19 987 654 €	4 061 672 €
Bourgogne - Franche-Comté	20 167 601 €	7 329 600 €	66 661 194 €	42 427 622 €	9 158 686 €	2 682 831 €
Bretagne	22 322 750 €	7 019 345 €	88 645 480 €	12 351 982 €	7 429 427 €	3 017 308 €
Centre - Val de Loire	17 664 807 €	29 426 616 €	12 844 307 €	43 793 367 €	10 281 837 €	1 306 300 €
Corse	1 207 238 €	690 738 €	6 722 275 €	6 818 539 €	13 108 773 €	700 586 €
Grand-Est	44 620 116 €	18 270 388 €	18 273 488 €	77 467 176 €	57 085 235 €	4 264 268 €
Hauts-de-France	60 610 680 €	20 279 319 €	163 231 821 €	34 216 985 €	13 643 713 €	2 861 505 €
Ile-de-France	91 677 268 €	434 641 598 €	134 784 541 €	132 777 621 €	42 684 828 €	7 888 070 €
Normandie	30 667 165 €	14 968 862 €	63 246 791 €	48 637 852 €	6 674 663 €	1 712 375 €
Nouvelle-Aquitaine	40 165 206 €	13 445 600 €	133 734 488 €	73 223 914 €	18 302 265 €	2 876 463 €
Occitanie	35 654 341 €	11 128 169 €	88 617 626 €	72 012 088 €	8 022 887 €	3 188 667 €
Pays de la Loire	18 308 372 €	6 913 027 €	39 641 507 €	9 694 101 €	6 649 875 €	1 133 700 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	20 544 696 €	7 382 333 €	118 218 107 €	17 911 014 €	10 118 088 €	1 803 384 €
Total métropole	463 090 888 €	963 961 422 €	1 308 319 664 €	609 240 912 €	222 708 723 €	37 763 088 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total Outre-mer	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total global	463 090 888 €	963 961 422 €	1 308 319 664 €	609 240 912 €	222 708 723 €	37 763 088 €

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	FRANCHE 2011											Total tranche 2011						
	Réforme LMD infirmier (2ème tranche)	Réforme LMD ergothérapeute (1ère tranche)	Personnels des affaires sociales (for LRL hors LAV)		Personnels Equipement - Services transférés en 2010 (voies d'eau Bretagne)				Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (Alsace)							
			Application de la clause de sauvegarde au titre des emplois disparus	Personnels ayant opté au 31/03/2010 (1ère campagne d'option)	Depenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/03/2010	Agents non titulaires de droit public	Postes vacants 2011	Vacants Intermediaires	Charges de vacations	Transfert de l'III domaniale (et dépenses de fonctionnement différent) (gestion en 2010)	Charges de vacations		Indemnités de service fait	Vacants Intermediaires	Postes vacants 2011			
Auvergne - Rhône-Alpes	403 994 €	15 022 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	419 016 €
Bourgogne - Franche-Comté	171 001 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	171 001 €
Bretagne	118 163 €	7 164 €	0 €	2 981 563 €	25 743 €	64 105 €	53 818 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 256 576 €
Centre - Val de Loire	132 640 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	132 640 €
Corse	14 272 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	20 600 €
Grand-Est	310 503 €	42 508 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	215 008 €	9 184 €	25 186 €	49 535 €	30 021 €	681 852 €
Haute-Normandie	478 083 €	16 033 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	492 117 €
Ile-de-France	722 993 €	38 754 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	769 697 €
Normandie	197 112 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	197 112 €
Nouvelle-Aquitaine	293 325 €	47 804 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	341 229 €
Occitanie	219 594 €	9 538 €	1 445 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	230 577 €
Pays de la Loire	127 243 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	127 243 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	223 587 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	223 587 €
Total métropole	3 410 419 €	174 956 €	1 445 €	2 981 563 €	25 743 €	64 105 €	53 818 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	215 008 €	9 184 €	25 186 €	49 535 €	30 021 €	7 047 306 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total Outre-mer	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total global	3 410 419 €	174 956 €	1 445 €	2 981 563 €	25 743 €	64 105 €	53 818 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	215 008 €	9 184 €	25 186 €	49 535 €	30 021 €	7 047 306 €

Tableau 1 – Les régions (détail)

REGIONS	TRANCHE 2012										Total tranche 2012	
	Régime LMD infirmier (même tranche)	Régime AFSSU (même tranche)	Régime LMD ergothérapie (même tranche)	Personnels Equipement - Services transférés en 2010 (voies d'eau Breizhag)			Services des ports de Equipement transférés en 2011		Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (Alsace)			
				Personnels ayant optés au 31/03/2011 (même campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant optés au 31/03/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant optés au 31/03/2011 (même campagne d'option)	Actes sociaux des personnels ayant optés au 31/03/2011	Personnels ayant optés au 31/03/2011 (même campagne d'option)	Postes devenus vacants en 2012		
Auvergne - Rhône-Alpes	181 006 €	-208 230 €	18 100 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-7 074 €
Bourgogne - Franche-Comté	78 025 €	-80 550 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-2 048 €
Bretagne	53 604 €	-69 895 €	9 184 €	1 381 104 €	11 738 €	20 204 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 422 879 €
Centre - Val de Loire	59 623 €	-66 439 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-6 816 €
Corse	6 602 €	-7 012 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	58 037 €
Grand-Est	140 520 €	-171 029 €	53 600 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	88 917 €	78 279 €	188 250 €
Hauts-de-France	211 784 €	-221 043 €	20 735 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	11 496 €
Île-de-France	324 674 €	-382 139 €	47 302 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-10 183 €
Normandie	86 282 €	-65 359 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-7 377 €
Nouvelle-Aquitaine	131 838 €	-152 212 €	56 317 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	38 861 €
Occitanie	100 463 €	-118 610 €	12 235 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-3 793 €
Pays de la Loire	57 691 €	-70 117 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-12 426 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	100 007 €	-123 591 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-22 584 €
Total métropole	1 535 183 €	-1 750 804 €	225 573 €	1 381 104 €	11 738 €	26 204 €	60 301 €	268 €	68 917 €	78 279 €	1 650 662 €	
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Reunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total Outre-mer	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total global	1 535 183 €	-1 750 804 €	225 573 €	1 381 104 €	11 738 €	26 204 €	60 301 €	268 €	68 917 €	78 279 €	1 650 662 €	

Annexe n°1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)
Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	TRANCHE 2013											Total tranche 2013			
	Réforme LMD (ajustement de la compensation car prise en compte des demandeurs d'emplois jeunes (1ère tranche))	Réforme LMD (ajustement de la compensation car prise en compte des demandeurs d'emplois jeunes (2ème tranche))	Réforme AFCSU (3ème tranche)	Réforme LMD ergothérapeute (3ème tranche)	Réforme LMD podologue (1ère tranche)	Réforme LMD infirmiers (1ère tranche)	Réforme LMD manipulateur d'électrocardiogramme (1ère tranche)	Personnels de l'inventaire général du patrimoine culturel		Personnels Equipement - Services transférés en 2010 (voies d'eau Bretagne)			Personnels des charges des voies d'eau transférés en 2011 (Alsace)		
								Compensation des personnels dits "associatifs" (3ème tranche)	Ajustement des compensations au regard du bilan définitif de la campagne de des arrêts de compensation publiés	Personnels ayant opté au 26/12/2011 (dernière campagne)	Action sociale des personnels (dernière campagne 26/12/2011)			Emplois disparus	Postes créés vacants en 2013
Auvergne - Rhône-Alpes	-165 036 €	223 105 €	-1 789 €	12 401 €	0 €	16 142 €	205 342 €	0 €	15 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	307 245 €
Bourgogne - Franche-Comté	-65 056 €	77 807 €	0 €	0 €	0 €	12 056 €	0 €	6 001 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 807 €
Bretagne	-56 106 €	112 402 €	-3 709 €	6 126 €	0 €	13 124 €	59 979 €	6 124 €	25 000 €	1 079 754 €	9 193 €	438 897 €	0 €	0 €	1 089 464 €
Centre - Val de Loire	-59 959 €	69 106 €	0 €	0 €	0 €	6 312 €	63 020 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	78 934 €
Corse	-8 096 €	14 004 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 908 €
Grand-Est	-142 173 €	258 979 €	-3 215 €	35 966 €	0 €	9 923 €	143 499 €	1 480 €	30 000 €	0 €	0 €	0 €	31 792 €	0 €	365 911 €
Hauts-de-France	-177 849 €	109 345 €	-3 747 €	13 781 €	0 €	7 539 €	50 596 €	4 891 €	40 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	44 656 €
Ile-de-France	-303 801 €	180 809 €	-6 420 €	31 479 €	0 €	0 €	209 125 €	6 131 €	15 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	131 234 €
Normandie	-80 170 €	85 039 €	0 €	0 €	0 €	12 349 €	51 271 €	0 €	5 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	73 487 €
Nouvelle-Aquitaine	-124 575 €	188 379 €	-2 236 €	40 088 €	39 857 €	22 857 €	124 024 €	7 891 €	5 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	300 994 €
Occitanie	-112 625 €	159 190 €	-4 152 €	8 153 €	34 703 €	9 427 €	146 181 €	2 298 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	243 175 €
Pays de la Loire	-59 423 €	100 199 €	0 €	0 €	1 545 €	0 €	51 700 €	4 591 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	88 612 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-96 704 €	163 860 €	0 €	0 €	0 €	5 894 €	50 994 €	3 969 €	5 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	133 000 €
Total métropole	-1 471 348 €	1 742 058 €	-25 337 €	147 888 €	75 104 €	117 509 €	1 156 631 €	43 376 €	140 000 €	1 079 754 €	9 193 €	438 897 €	31 792 €	0 €	3 463 395 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total Outre-mer	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total global	-1 471 348 €	1 742 058 €	-25 337 €	147 888 €	75 104 €	117 509 €	1 156 631 €	43 376 €	140 000 €	1 079 754 €	9 193 €	438 897 €	31 792 €	0 €	3 463 395 €

Annexe n°1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)
Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	TRANCHE 2014						Total tranche 2014
	Personnels des services de transports en commun (hors taxis) et charges des voies d'eau transférées en 2011 (Alaace)	Régime LMD ergothérapeute (4ème tranche)	Régime LMD podologue (2ème tranche)	Régime LMD manipulateur d'électrocardiologie médicale (3ème tranche)	Régime LMD anesthésiste (2ème tranche)	Régime ARCSI sage-femme	
Auvergne - Rhône-Alpes	0 €	-1 489 €	0 €	197 900 €	14 569 €	20 026 €	206 199 €
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	0 €	0 €	0 €	8 885 €	10 722 €	20 707 €
Bretagne	0 €	-339 €	0 €	57 438 €	10 752 €	8 375 €	76 218 €
Centre - Val de Loire	0 €	0 €	0 €	80 339 €	5 171 €	5 623 €	71 133 €
Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Grand-Est	32 069 €	-2 590 €	0 €	138 227 €	8 157 €	21 849 €	197 721 €
Hauts-de-France	0 €	-559 €	0 €	48 035 €	0 520 €	17 405 €	71 414 €
Ile-de-France	0 €	-1 489 €	0 €	200 599 €	0 €	20 026 €	219 807 €
Normandie	0 €	0 €	0 €	48 622 €	10 094 €	10 722 €	69 417 €
Nouvelle-Aquitaine	0 €	-3 723 €	47 102 €	119 731 €	18 033 €	16 728 €	197 882 €
Occitanie	0 €	-417 €	41 058 €	141 180 €	7 614 €	16 619 €	206 652 €
Pays de la Loire	0 €	0 €	1 902 €	49 006 €	0 €	8 798 €	59 677 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0 €	0 €	0 €	48 890 €	4 544 €	10 734 €	64 228 €
Total métropole	32 069 €	-10 598 €	50 660 €	1 109 547 €	95 446 €	167 619 €	1 484 746 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Reunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total Outre-mer	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total global	32 069 €	-10 598 €	50 660 €	1 109 547 €	95 446 €	167 619 €	1 484 746 €

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)
Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	Transfert de la gestion des fonds européens - 2ème vague (transfert au 1er janvier 2016)													Régime LMD masseur-kiné (1ère tranche)	Total tranche 2016		
	Dépenses de fonctionnement	Agents non titulaires (ANT)	Compensation des postes vacants intermédiaires (entre le 01/01/2014 et le 31/12/2015)	Fractions d'emploi	Compensation des personnels titulaires optés pour le détachement lors de la 1ère campagne de droit d'option (option avant le 31 août 2015)	Dépenses d'action sociale des personnels titulaires ayant opté lors de la 1ère campagne de droit d'option	Postes devenus vacants en 2016	Personnels titulaires optés pour l'intégration lors de la 2ème campagne de droit d'option (option avant le 31/05/2016)	Dépenses d'action sociale des personnels titulaires ayant opté lors de la 2ème campagne de droit d'option	Postes devenus vacants en 2017	Dépenses d'action sociale des personnels titulaires ayant opté lors de la 2ème campagne de droit d'option	Services des postes de l'équipement transférés en 2011	Loi NOTRe			Transfert de compétences de la loi "Form pro" du 9 mars 2014	Réforme LMD pédicure-podologue (2ème tranche)
Auvergne - Rhône-Alpes	92 579 €	0 €	99 804 €	386 307 €	38 773 €	1 016 €	13 384 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	717 833 €	1 667 323 €	0 €	138 919 €	3 159 938 €
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	563 411 €	652 626 €	0 €	65 671 €	1 261 708 €
Bretagne	2 450 €	0 €	0 €	31 537 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	374 340 €	0 €	58 598 €	466 925 €
Centre - Val de Loire	13 938 €	0 €	53 701 €	16 813 €	0 €	0 €	0 €	0 €	40 121 €	0 €	0 €	0 €	33 811 €	0 €	238 662 €	45 464 €	440 109 €
Corse	4 658 €	25 802 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	154 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	36 943 €
Grand-Est	31 924 €	0 €	0 €	187 527 €	0 €	0 €	0 €	0 €	154 €	0 €	0 €	0 €	2 000 281 €	424 804 €	0 €	101 538 €	2 752 228 €
Hauts-de-France	23 318 €	0 €	0 €	164 817 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 243 €	14 033 €	0 €	0 €	619 401 €	1 667 303 €	0 €	142 455 €	3 076 918 €
Île-de-France	30 218 €	0 €	199 872 €	192 381 €	0 €	0 €	33 420 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	587 105 €	1 204 277 €	0 €	324 312 €	2 596 835 €
Normandie	11 270 €	0 €	0 €	73 439 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	446 660 €	0 €	81 330 €	611 888 €
Nouvelle-Aquitaine	30 254 €	0 €	0 €	324 873 €	0 €	0 €	0 €	0 €	154 €	0 €	0 €	0 €	1 512 346 €	1 500 028 €	0 €	120 723 €	3 491 880 €
Occitanie	39 888 €	0 €	0 €	361 416 €	0 €	0 €	0 €	60 241 €	0 €	0 €	0 €	0 €	154 228 €	1 065 796 €	0 €	80 828 €	3 065 482 €
Pays de la Loire	8 850 €	31 059 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	431 €	97 639 €	0 €	0 €	154 228 €	316 021 €	0 €	65 671 €	668 326 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8 570 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	154 €	39 845 €	0 €	0 €	1 200 705 €	0 €	0 €	99 516 €	1 336 085 €
Total métropole	306 907 €	56 881 €	333 377 €	1 738 721 €	38 773 €	1 016 €	46 846 €	60 241 €	284 988 €	16 016 €	14 033 €	330 €	8 873 287 €	9 327 777 €	-10 532 €	1 325 035 €	22 963 457 €
Guadeloupe	5 044 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 044 €
Martinique	19 844 €	0 €	4 255 €	96 330 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 103 €	139 529 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	32 110 €	0 €	0 €	62 378 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	267 517 €	0 €	0 €	10 103 €	372 107 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total Outre-mer	56 958 €	0 €	4 255 €	158 708 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	267 517 €	0 €	0 €	20 206 €	507 681 €
Total global	363 902 €	56 881 €	337 631 €	1 897 429 €	38 773 €	1 016 €	46 846 €	60 241 €	284 988 €	16 016 €	14 033 €	330 €	9 140 804 €	9 327 777 €	-10 532 €	1 345 239 €	23 471 138 €

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	NACRE (ACT7 Loi NOTRe)	DAC forfaitaire transfert de service NACRE	Transfert des CREPES								Réforme LMD masseur-kiné (2ème tranche)	DAC Transfert de service la form pro 8 mars 2014	Charges de fonctionnement	Agencés des Régions (ART)	Compensation des postes vacants intermédiaires (entre le 01/01/2014 et le 31/12/2015)	Fractions d'emploi	Compensation des titulaires ayant opté pour l'intégration lors de la 1ère campagne de droit d'option (option annulée le 31/12/2015)	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 1ère campagne de droit d'option (avant le 31/12/2015)	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 2ème campagne de droit d'option (avant le 31/12/2015)	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels C.A.	
			Charges de vacations	Agents non titulaires ayant opté pour la compensation sociale	Compensation des titulaires ayant opté pour l'intégration lors de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des postes vacants intermédiaires	Compensation des postes vacants intermédiaires	Compensation des postes vacants intermédiaires	Compensation des postes vacants intermédiaires	Compensation des postes vacants intermédiaires											Compensation des postes vacants intermédiaires
Alsace	2 462 261 €	20 771 €	232 226 €	54 305 €	41 814 €	195 310 €	285 218 €	4 058 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Bourgogne - Franche-Comté	1 070 228 €	8 616 €	176 209 €	35 646 €	41 814 €	87 333 €	128 781 €	13 463 €	0 €	0 €	0 €	101 647 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Bretagne	1 303 250 €	55 483 €				62 368 €	93 320 €	10 900 €	0 €	0 €	0 €	124 688 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Centre - Val de Loire	776 483 €	26 885 €	58 903 €	2 304 €	885 €	63 623 €	68 679 €	18 811 €	0 €	0 €	0 €	71 207 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Corse	474 882 €	9 200 €				0 €	30 309 €	5 016 €	0 €	0 €	0 €	67 629 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Grand-Est	1 728 441 €	30 330 €	377 379 €	42 396 €	22 538 €	142 760 €	227 245 €	12 208 €	0 €	0 €	0 €	37 629 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Hauts-de-France	2 068 747 €	30 840 €	39 458 €			200 252 €	195 841 €	20 861 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Ile-de-France	3 060 749 €	55 957 €	54 624 €	5 312 €	5 312 €	485 883 €	311 685 €	5 124 €	0 €	0 €	0 €	0 652 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Normandie	1 348 518 €	54 298 €				114 251 €	142 680 €	6 055 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Nouvelle-Aquitaine	2 438 010 €	110 433 €	208 898 €	31 779 €	45 871 €	189 751 €	255 701 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Océanie	2 838 938 €	54 471 €	208 528 €	31 779 €	31 779 €	113 841 €	183 205 €	7 888 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Pays de la Loire	1 051 274 €	18 098 €	107 344 €	82 189 €	1 180 €	82 330 €	40 817 €	16 028 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 033 983 €	89 510 €	470 156 €	126 403 €	126 403 €	139 920 €	109 247 €	28 414 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Total métropole	20 307 100 €	856 891 €	1 990 885 €	234 681 €	301 607 €	64 410 €	2 057 885 €	191 288 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Guadeloupe	164 893 €	9 483 €	284 685 €	428 528 €	3 858 €	0 €	0 €	3 529 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Martinique	388 702 €	20 849 €				0 €	0 €	3 529 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Guyane	51 546 €	5 807 €				0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Réunion	462 487 €	38 950 €	342 248 €			0 €	0 €	24 703 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €					0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Saint-Martin	0 €					0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Saint-Barthélemy	0 €					0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Mayotte	0 €					0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Total Outre-mer	1 077 688 €	76 040 €	2 078 926 €	428 528 €	3 858 €	0 €	0 €	31 781 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Total Global	24 384 828 €	931 914 €	2 477 789 €	2 388 882 €	333 224 €	23 802 €	2 057 885 €	183 048 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
						1 882 898 €	2 057 885 €	183 048 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	585 €

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	TRANCHE 2017		Total tranche 2017
	Services des ports de l'équipement Transitaire en 2011		
	Compensation des dépendances d'action sociale des personnes CPA, en vertu de la cadre de la 3ème campagne de droit d'option	Compensation des dépendances d'action sociale des personnes CPA, à l'exception des droits d'option	
Auvergne - Rhône-Alpes	0 €	0 €	3 288 870 €
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	0 €	1 703 483 €
Bretagne	0 €	0 €	1 771 428 €
Centre - Val de Loire	0 €	0 €	1 208 355 €
Corse	331 €	331 €	664 037 €
Grand-Est	0 €	0 €	2 745 144 €
Hauts-de-France	0 €	0 €	2 574 749 €
Ile-de-France	0 €	0 €	4 542 808 €
Normandie	0 €	0 €	1 868 700 €
Nouvelle-Aquitaine	0 €	0 €	3 913 874 €
Occitanie	0 €	0 €	3 983 984 €
Pays de la Loire	0 €	0 €	1 873 822 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0 €	0 €	4 724 958 €
Total métropole	331 €	331 €	34 073 139 €
Guadeloupe	0 €	0 €	884 772 €
Martinique	0 €	0 €	363 078 €
Guyane	0 €	0 €	87 351 €
Réunion	0 €	0 €	182 885 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €
Mayotte	0 €	0 €	0 €
Total Outre-mer	0 €	0 €	2 168 084 €
Total global	331 €	331 €	36 239 221 €

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	DAC Transfert de NACRE Mayotte & 3 Saints	Riforme LMD masseur-kiné (3ème tranche)	Droit à compensation des CNRs (sauf de tarifé du 48/052017 - diplôme d'Etat LMD) indemnités de stages	Loi formation professionnelle -5 mars 2014		FRANCHISE 2018						Transfert de la gestion des fonds européens -2ème vague (transfert au 1er janvier 2016)				Transfert de la gestion des fonds européens -3ème vague (transfert au 1er janvier 2017)				Transfert de la gestion des fonds européens -4ème vague (transfert au 1er janvier 2018)		DAC provisionnel réévaluation des univacataires (décret 28/12/2016)										
				DAC formation pro. des détenus en formation délégue au 01/01/2018	Ajustement pénurie du DAC - fonction déléguée transférée au 01/01/2016	Compensation en fonction des postes devenus vacants en 2017	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le hors T2 des personnels titulaires ayant opté lors de la 3ème campagne de droit d'option avant le 01/07/2017	Compensation des dépenses d'action sociale hors T2 des personnels titulaires ayant opté lors de la 3ème campagne de droit d'option avant le 01/07/2017	Compensation des dépenses d'action sociale hors T2 des personnels titulaires ayant opté lors de la 3ème campagne de droit d'option avant le 01/07/2017	Compensation des dépenses d'action sociale hors T2 des personnels titulaires ayant opté lors de la 3ème campagne de droit d'option avant le 31/08/2017	Compensation des titulaires ayant opté pour les postes devenus vacants en 2017	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le hors T2 des personnels titulaires ayant opté lors de la 3ème campagne de droit d'option avant le 31/08/2017	Compensation des dépenses d'action sociale hors T2 des personnels titulaires ayant opté lors de la 3ème campagne de droit d'option avant le 31/08/2017	Compensation des dépenses d'action sociale hors T2 des personnels titulaires ayant opté lors de la 3ème campagne de droit d'option avant le 31/08/2017	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour l'indemnité de campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2017)	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour l'indemnité de campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2017)	Compensation des dépenses de fonctionnement intermédiaires	Compensation des postes intermédiaires (entre le 01/01/2014 et le 31/12/2015)	Compensation des postes intermédiaires (entre le 01/01/2014 et le 31/12/2015)	Compensation des postes intermédiaires (entre le 01/01/2014 et le 31/12/2015)	Compensation des postes intermédiaires (entre le 01/01/2014 et le 31/12/2015)											
Auvergne - Rhone-Alpes	0 €	216 047 €	1 478 956 €	0 €	-10 111 €	37 797 €	285 775 €	300 €	0 €	0 €	26 832 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 440 994 €	
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	103 077 €	551 590 €	0 €	-94 400 €	42 222 €	174 290 €	189 €	24 €	60 182 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	602 255 €	
Bretagne	0 €	91 976 €	472 443 €	0 €	-76 968 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	773 108 €	
Centre - Val de Loire	0 €	71 351 €	479 326 €	598 012 €	0 €	0 €	102 896 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	705 619 €	
Corse	0 €	0 €	55 405 €	565 250 €	-70 661 €	0 €	117 787 €	180 €	24 €	51 305 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	15 509 €	
Grand-Est	0 €	159 373 €	1 151 824 €	641 450 €	-384 713 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 911 230 €	
Hauts-de-France	0 €	223 507 €	1 643 912 €	0 €	-178 019 €	0 €	0 €	0 €	0 €	13 642 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 072 713 €	
Ile-de-France	0 €	509 039 €	2 403 200 €	0 €	-74 539 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 005 698 €	
Normandie	0 €	127 658 €	680 774 €	488 388 €	-74 539 €	0 €	133 462 €	535 €	115 €	56 170 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 082 484 €	
Nouvelle-Aquitaine	0 €	189 902 €	1 047 403 €	0 €	-248 698 €	45 792 €	82 312 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 304 320 €	
Occitanie	0 €	128 864 €	641 090 €	0 €	-170 273 €	0 €	53 236 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 328 382 €	
Pays de la Loire	0 €	103 076 €	488 314 €	0 €	-55 659 €	0 €	0 €	0 €	0 €	64 194 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	844 605 €	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0 €	166 200 €	1 040 534 €	3 887 658 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	52 138 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 848 009 €	
Total métropole	0 €	2 079 768 €	12 401 883 €	6 188 738 €	-1 381 119 €	125 721 €	969 897 €	1 673 €	163 €	333 910 €	26 832 €	407 859 €	761 €	88 €	68 272 €	73 786 €	2 380 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	18 564 701 €	
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Saint-Pierre-et-Miquelon	1 318 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Saint-Martin	53 712 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Saint-Barthélemy	3 408 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Mayotte	182 242 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Total Outre-mer	250 764 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	297 228 €	597 €	72 €	34 188 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Total global	250 764 €	2 079 768 €	12 401 883 €	6 188 738 €	-1 381 119 €	125 721 €	1 267 223 €	2 270 €	235 €	333 810 €	61 130 €	407 859 €	761 €	88 €	68 272 €	73 786 €	2 380 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	18 564 701 €

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)
Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	TRANCHE 2018				Total tranche 2018
	Transfert des CREPS				
	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le régime de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le régime de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le régime de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des titulaires optants	
Auvergne - Rhône-Alpes					3 487 800 €
Bourgogne - Franche-Comté	250 382 €		55 358 €	2 068 €	1 837 213 €
Bretagne					1 240 831 €
Centre - Val de Loire					1 957 306 €
Corse					108 803 €
Grand-Est	854 144 €	328 303 €	44 755 €	8 557 €	5 087 240 €
Hauts-de-France					4 887 689 €
Île-de-France					8 824 863 €
Normandie					2 980 274 €
Nouvelle-Aquitaine	237 172 €			2 068 €	2 887 846 €
Occitanie	107 148 €	89 050 €		1 475 €	2 477 148 €
Pays de la Loire					1 485 719 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	33 762 €			295 €	7 029 638 €
Total métropole	1 322 628 €	417 453 €	100 111 €	14 408 €	42 030 172 €
Guadeloupe	41 738 €			295 €	164 868 €
Martinique					223 701 €
Guyane					205 991 €
Réunion	217 720 €		23 361 €	1 475 €	416 338 €
Saint-Pierre-et-Miquelon					1 516 €
Saint-Martin					63 712 €
Saint-Barthélemy					3 489 €
Mayotte					182 247 €
Total Outre-mer	258 458 €	6 €	23 361 €	1 771 €	1 251 648 €
Total global	1 582 086 €	417 453 €	123 472 €	16 230 €	43 281 820 €

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	TRANCHE 2019										Total tranche 2019			
	Réforme LMD masseur-kiné (4ème tranche)	Transfert des CREPS					Transfert de la gestion des fonds européens -3ème vague - 01/01/2017			Transfert de la gestion des fonds européens -5ème vague - 01/01/2018		DAC Transfert de compétence Mairesse & 3 Santé		
		Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le droit de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des postes deverts en 2018	Compensation des postes deverts en 2018	Compensation des dépenses d'action sociale des titulaires optants	Compensation des postes deverts en 2018	Compensation des postes deverts en 2018	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le droit de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le droit de la 2ème campagne de droit d'option				Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le droit de la 2ème campagne de droit d'option	
Auvergne - Rhône-Alpes	442 189 €	302 825 €	43 728 €	32 602 €	2 958 €									824 312 €
Bourgogne - Franche-Comté	209 035 €	2 400 €		62 709 €	590 €			54 027 €						328 761 €
Bretagne	186 523 €													186 523 €
Centre - Val de Loire	144 716 €	32 791 €			295 €					13 079 €				190 872 €
Corse								43 568 €						13 071 €
Grand-Est	303 200 €	364 146 €	-201 009 €		1 771 €			74 461 €		-47 924 €				630 483 €
Hauts-de-France	453 445 €	154 323 €		132 791 €	2 053 €					69 709 €				812 922 €
Ile-de-France	1 020 310 €	38 521 €			295 €									1 069 126 €
Normandie	258 881 €									97 297 €				452 027 €
Nouvelle-Aquitaine	364 303 €	77 283 €			885 €			73 300 €						535 771 €
Occitanie	257 274 €	346 535 €		63 310 €	3 249 €					196 489 €				866 857 €
Pays de la Loire	209 035 €													209 035 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	318 788 €	34 120 €	89 165 €		885 €									440 938 €
Total métropole	4 217 679 €	1 370 844 €	-48 108 €	291 412 €	13 563 €	43 568 €		239 085 €		392 543 €			0 €	6 660 708 €
Guadeloupe			115 777 €	41 843 €	885 €			155 537 €						314 042 €
Martinique													72 048 €	124 827 €
Guyane														0 €
Réunion		144 378 €	59 385 €		1 100 €			60 334 €						290 277 €
Saint-Pierre-et-Miquelon														350 €
Saint-Martin														-219 €
Saint-Barthélemy														337 €
Mayotte														-146 908 €
Total Outre-mer	0 €	144 378 €	175 182 €	41 843 €	2 085 €	0 €		240 871 €		62 291 €		72 048 €	-146 440 €	682 806 €
Total global	4 217 679 €	1 516 322 €	107 068 €	333 255 €	16 648 €	43 568 €		539 958 €		444 024 €		72 048 €	-146 440 €	7 143 514 €

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TIPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	TRANCHE 2020										Total tranche 2020
	Transfert des CREPS					Transfert de la gestion des fonds européens - 2ème vague - 01/01/2016	Transfert de la gestion des fonds européens - 1ère vague - 01/01/2018	DAC transfert de compétence (NACRE - loi formation professionnelle)	DAC Transfert de compétence (NACRE - loi formation professionnelle)	DAC transfert des obligations de l'ONISEP (loi Avenir - professionnelle)	
	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour l'indemnité de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour l'indemnité de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des postes vacants en 2018	Compensation des dépenses des personnels titulaires optants et des postes vacants	Correctif						
Auvergne - Rhône-Alpes	46 629 €	126 647 €	1 565 €	2 607 €						938 046 €	1 115 634 €
Bourgogne - Franche-Comté										325 277 €	325 277 €
Bretagne										407 846 €	407 846 €
Centre - Val de Loire		30 889 €	295 €							285 483 €	316 372 €
Corse										40 784 €	40 784 €
Grand-Est	121 438 €	176 754 €	87 591 €	2 882 €						852 554 €	1 041 217 €
Hauts-de-France	40 432 €		38 970 €	649 €						774 008 €	854 879 €
Ile-de-France										1 549 819 €	1 549 819 €
Normandie										407 846 €	407 846 €
Nouvelle-Aquitaine	665 197 €	230 948 €	33 867 €	295 €						652 554 €	888 816 €
Occitanie			49 146 €	7 082 €	543 €					652 554 €	1 082 402 €
Pays de la Loire										448 631 €	448 631 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	787 015 €	454 329 €	6 383 €	5 €	17 603 €					611 789 €	836 060 €
Total métropole			373 893 €	12 723 €	21 052 €	0 €				7 749 078 €	9 514 788 €
Guadeloupe					-77 200 €						0 €
Martinique										98 370 €	21 065 €
Guyane										49 165 €	49 165 €
Réunion	89 752 €	301 728 €								49 165 €	49 165 €
Saint-Pierre-et-Miquelon										200 207 €	604 181 €
Saint-Martin											0 €
Saint-Barthélemy											0 €
Mayotte											0 €
Total Outre-mer	89 752 €	301 728 €	0 €	2 656 €	-77 200 €	0 €				98 370 €	162 617 €
Total global	858 827 €	756 657 €	373 593 €	15 379 €	-56 237 €	91 510 €	138 638 €	25 212 €	25 212 €	8 252 475 €	10 391 034 €

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	TRANCHE 2021				TRANCHE 2022					Total tranches 2021 et 2022		
	Transfert des CREPS				Total tranche 2021	DAC des charges nouvelles résultant de l'arrêté de réajustement des indemnités de stages	DAC provisionnel des charges nouvelles résultant de l'arrêté de réajustement des indemnités de formations de santé	DAC provisionnel des charges nouvelles résultant de l'arrêté de réajustement des indemnités de formations de santé	DAC provisionnel des charges nouvelles résultant de l'arrêté de réajustement des indemnités de formations de santé		DAC provisionnel des charges nouvelles résultant de l'arrêté de réajustement des indemnités de formations de santé	DAC définitif du montant de la fonction des fonds structurels et d'investissements européens (FES)
	Transfert des CREPS au 1er janvier 2016 - dépenses provisionnelles des dépenses d'investissement	Compensation des dépenses des postes vacants en 2020	Compensation des dépenses des postes vacants en 2020	Compensation des dépenses des postes vacants en 2020								
Auvergne - Rhône-Alpes					0 €	-100 950 €	2 030 720 €	258 916 €	3 001 974 €	70 853 €	5 258 515 €	
Bourgogne - Franche-Comté					0 €	-45 139 €	676 622 €	84 837 €	4 229 522 €	70 853 €	5 016 704 €	
Bretagne					0 €	-25 114 €	590 102 €	112 143 €	4 400 224 €	70 853 €	5 148 207 €	
Centre - Val de Loire					0 €	-34 348 €	659 292 €	71 308 €	4 003 094 €	70 853 €	4 820 876 €	
Corse					0 €	-40 530 €	44 630 €	10 147 €	292 458 €	70 853 €	418 618 €	
Grand-Est				220 €	220 €	-90 015 €	1 428 132 €	145 053 €	7 640 075 €	70 853 €	9 203 088 €	
Hauts-de-France					0 €	-41 575 €	1 911 594 €	215 901 €	22 843 091 €	70 853 €	24 989 944 €	
Île-de-France					0 €	-157 929 €	3 287 320 €	303 871 €	17 500 856 €	70 853 €	21 087 774 €	
Normandie					0 €	4 829 €	921 262 €	88 165 €	11 601 404 €	70 853 €	12 776 610 €	
Nouvelle-Aquitaine					0 €	-95 889 €	1 443 204 €	183 690 €	7 052 485 €	70 853 €	8 654 343 €	
Occitanie				371 €	371 €	-50 477 €	1 198 998 €	177 942 €	11 523 879 €	70 853 €	12 823 195 €	
Pays de la Loire					0 €	-3 021 €	735 144 €	110 406 €	4 737 535 €	70 853 €	5 650 917 €	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0 €	0 €	33 135 €		33 135 €	-43 530 €	1 303 328 €	100 106 €	6 101 400 €	70 853 €	7 582 168 €	
Total métropole	277 524 €	4 938 €	33 135 €	601 €	33 739 €	-451 614 €	16 238 348 €	1 912 646 €	105 122 396 €	921 089 €	123 540 865 €	
Guadeloupe				20 922 €	309 408 €				2 249 530 €	70 853 €	2 330 383 €	
Martinique					0 €				3 560 011 €	70 853 €	3 630 864 €	
Guyane					0 €				220 319 €	70 853 €	291 172 €	
Réunion				47 437 €	47 437 €				131 294 €	70 853 €	202 147 €	
Saint-Pierre-et-Miquelon					0 €						0 €	
Saint-Martin					0 €						0 €	
Saint-Barthélemy					0 €						0 €	
Mayotte					0 €				1 250 951 €		1 250 951 €	
Total Outre-mer	277 524 €	4 938 €	47 437 €	28 922 €	306 845 €	0 €	0 €	0 €	7 412 105 €	203 412 €	7 685 617 €	
Total global	277 524 €	4 938 €	80 572 €	27 523 €	330 581 €	-451 614 €	16 238 348 €	1 912 646 €	112 534 501 €	1 204 501 €	131 238 382 €	

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (synthèse)

Compensation LRL (TICPE / TSCA)	
Tranche	Total
2005	136 886 719 €
2006	126 395 562 €
2007	1 013 252 455 €
2008	1 099 723 799 €
2009	322 476 888 €
2010	85 523 570 €
2011	17 869 250 €
2012	13 059 382 €
2013	4 296 897 €
2014	2 314 876 €
2015	623 678 €
2016	242 908 €
2017	302 452 €
2018	0 €
2019	0 €
2020	0 €
2021	15 826 419 €
2022	2 176 949 €
Total	2 840 771 804 €

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2005	TRANCHE 2006	TRANCHE 2007	TRANCHE 2008	TRANCHE 2009	TRANCHE 2010
Ain	866 429 €	7 993 €	12 303 591 €	10 838 027 €	4 156 447 €	1 604 529 €
Aisne	1 516 216 €	346 544 €	7 967 242 €	10 515 700 €	4 883 563 €	1 545 021 €
Allier	666 669 €	100 553 €	8 232 287 €	10 070 980 €	1 235 182 €	946 411 €
Alpes-de-Haute-Provence	653 078 €	58 465 €	3 474 500 €	6 424 787 €	3 872 814 €	794 729 €
Hautes-Alpes	284 101 €	74 203 €	3 813 493 €	4 127 441 €	2 066 757 €	1 103 445 €
Alpes-Maritimes	2 324 176 €	961 823 €	19 737 116 €	18 499 480 €	2 637 062 €	452 571 €
Ardèche	545 132 €	188 396 €	7 873 055 €	9 546 237 €	2 322 278 €	674 876 €
Ardennes	724 398 €	-145 316 €	6 500 365 €	9 671 146 €	739 464 €	528 444 €
Ariège	717 236 €	41 171 €	2 545 801 €	5 234 604 €	1 924 824 €	309 063 €
Aube	750 210 €	360 092 €	6 134 249 €	10 618 149 €	1 749 094 €	572 068 €
Aude	877 177 €	131 977 €	8 693 997 €	10 261 090 €	328 825 €	168 204 €
Aveyron	580 128 €	285 295 €	6 109 418 €	11 350 862 €	1 680 956 €	1 348 368 €
Bouches-du-Rhône	6 163 488 €	2 810 895 €	34 088 528 €	18 066 329 €	3 170 325 €	271 980 €
Calvados	1 646 374 €	593 460 €	11 001 224 €	8 853 809 €	6 242 636 €	2 957 098 €
Cantal	468 476 €	170 440 €	3 872 681 €	3 809 997 €	4 398 863 €	3 385 135 €
Charente	839 535 €	128 758 €	3 259 850 €	11 297 984 €	1 489 461 €	171 401 €
Charente-Maritime	1 264 670 €	204 333 €	10 666 568 €	13 182 429 €	1 911 877 €	752 186 €
Cher	957 401 €	213 163 €	6 232 718 €	8 349 564 €	1 052 757 €	906 022 €
Cornèze	569 924 €	146 013 €	6 251 785 €	10 912 377 €	2 108 962 €	649 230 €
Corse-du-Sud	431 508 €	0 €	219 821 €	4 274 759 €	467 899 €	396 831 €
Hautes-Corses	463 790 €	0 €	217 354 €	4 673 376 €	300 504 €	141 908 €
Côte-d'Or	1 314 833 €	625 382 €	12 495 577 €	15 180 647 €	1 179 629 €	181 188 €
Côtes-d'Armor	1 127 285 €	217 312 €	9 571 342 €	12 624 167 €	1 547 091 €	227 807 €
Creuse	583 316 €	-46 027 €	1 661 053 €	4 914 714 €	3 800 650 €	692 521 €
Dordogne	859 406 €	262 950 €	7 262 221 €	9 514 578 €	2 449 142 €	808 784 €
Doubs	1 285 642 €	182 459 €	7 888 336 €	12 713 519 €	1 760 261 €	334 582 €
Drôme	1 007 017 €	652 093 €	8 145 323 €	12 250 602 €	867 489 €	115 900 €
Eure	856 937 €	-38 784 €	8 529 910 €	13 540 893 €	3 647 781 €	365 227 €
Eure-et-Loir	947 199 €	346 881 €	6 239 106 €	8 989 256 €	5 049 560 €	1 587 150 €
Finistère	1 749 063 €	636 491 €	11 073 310 €	13 166 926 €	1 790 465 €	438 387 €
Gard	1 873 387 €	454 418 €	13 953 338 €	11 506 269 €	1 083 212 €	472 932 €

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2005	TRANCHE 2006	TRANCHE 2007	TRANCHE 2008	TRANCHE 2009	TRANCHE 2010
Haute-Garonne	2 269 987 €	387 390 €	24 516 855 €	16 381 761 €	1 260 954 €	858 077 €
Gers	487 185 €	-12 499 €	2 916 646 €	8 491 746 €	808 522 €	35 505 €
Gironde	3 123 992 €	1 846 410 €	14 260 934 €	23 262 752 €	6 907 876 €	305 281 €
Hérault	2 703 037 €	804 855 €	16 518 876 €	12 195 142 €	2 502 081 €	1 350 183 €
Ille-et-Vilaine	1 747 932 €	1 154 133 €	18 404 727 €	9 785 416 €	834 761 €	705 502 €
Indre	548 862 €	141 354 €	2 863 598 €	5 595 541 €	4 589 767 €	2 535 541 €
Indre-et-Loire	1 490 293 €	568 713 €	9 127 336 €	11 439 539 €	3 342 769 €	800 999 €
Isère	2 282 353 €	908 195 €	24 906 594 €	19 065 607 €	2 717 851 €	691 186 €
Jura	567 688 €	-31 664 €	7 124 027 €	6 435 431 €	3 295 239 €	2 017 104 €
Landes	665 059 €	239 841 €	5 405 397 €	11 631 717 €	1 750 993 €	696 074 €
Loir-et-Cher	910 690 €	247 381 €	4 403 659 €	7 962 107 €	2 448 637 €	730 525 €
Loire	1 452 911 €	1 055 747 €	13 389 735 €	11 802 005 €	2 722 080 €	311 533 €
Haute-Loire	343 595 €	203 886 €	3 015 140 €	10 599 253 €	1 946 819 €	560 311 €
Loire-Atlantique	2 283 414 €	412 848 €	21 059 247 €	15 780 900 €	1 409 237 €	1 053 597 €
Loiret	1 545 030 €	334 305 €	12 757 929 €	8 816 550 €	4 257 486 €	2 112 132 €
Lot	490 788 €	106 645 €	4 442 730 €	9 296 351 €	1 713 216 €	876 815 €
Lot-et-Garonne	673 549 €	129 985 €	3 985 830 €	5 814 334 €	2 894 951 €	903 530 €
Lozère	250 637 €	101 894 €	3 432 597 €	5 096 456 €	1 968 607 €	516 151 €
Maine-et-Loire	1 301 570 €	597 406 €	15 883 619 €	8 210 257 €	4 306 863 €	1 783 468 €
Manche	894 377 €	82 844 €	7 790 382 €	12 675 124 €	4 407 300 €	613 528 €
Marne	1 111 571 €	1 696 674 €	7 618 774 €	11 847 507 €	2 525 895 €	973 139 €
Haute-Marne	475 475 €	71 059 €	3 477 200 €	8 835 835 €	2 853 666 €	844 787 €
Meyenne	436 518 €	152 165 €	6 512 839 €	5 536 146 €	2 237 009 €	275 772 €
Meurthe-et-Moselle	2 129 766 €	510 555 €	12 639 032 €	12 308 146 €	961 430 €	433 511 €
Meuse	770 581 €	98 142 €	3 654 409 €	6 448 411 €	3 110 713 €	813 138 €
Morbihan	986 269 €	455 973 €	12 410 420 €	10 456 065 €	1 169 129 €	96 997 €
Moselle	1 770 086 €	1 331 835 €	10 777 220 €	17 210 931 €	10 380 076 €	1 731 859 €
Nièvre	747 417 €	-3 884 €	5 694 709 €	9 870 073 €	585 933 €	282 501 €
Nord	5 989 703 €	5 274 554 €	54 791 154 €	17 114 984 €	2 652 703 €	321 751 €
Oise	1 363 943 €	-173 975 €	14 882 084 €	10 560 530 €	2 708 989 €	1 549 234 €
Orne	732 588 €	422 730 €	6 430 261 €	9 315 665 €	1 949 632 €	319 153 €
Pas-de-Calais	3 599 602 €	1 551 418 €	33 453 729 €	16 335 667 €	4 559 480 €	1 132 584 €
Puy-de-Dôme	1 306 774 €	549 141 €	8 003 742 €	26 172 717 €	2 538 871 €	608 723 €
Pyénées-Atlantiques	1 515 551 €	469 487 €	8 832 740 €	10 950 166 €	3 821 959 €	740 299 €

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2005	TRANCHE 2006	TRANCHE 2007	TRANCHE 2008	TRANCHE 2009	TRANCHE 2010
Hauts-Pyrénées	661 510 €	106 793 €	3 920 141 €	8 387 110 €	2 105 512 €	734 068 €
Pyrénées-Orientales	1 297 477 €	230 507 €	4 861 587 €	10 642 343 €	1 887 556 €	211 807 €
Bas-Rhin	1 721 277 €	1 580 852 €	19 930 648 €	11 796 393 €	2 348 871 €	518 986 €
Haut-Rhin	1 226 820 €	928 991 €	14 626 711 €	7 070 692 €	955 546 €	568 336 €
Rhône	3 136 913 €	5 964 337 €	22 511 729 €	17 788 310 €	6 055 953 €	366 757 €
Haute-Saône	475 202 €	-256 803 €	3 588 602 €	6 303 139 €	2 011 800 €	438 302 €
Saône-et-Loire	1 333 689 €	120 846 €	12 853 728 €	12 509 770 €	1 784 872 €	353 470 €
Sarthe	1 358 465 €	190 110 €	14 484 382 €	8 940 214 €	2 825 387 €	1 148 344 €
Savoie	799 417 €	706 889 €	12 918 911 €	13 610 515 €	2 797 361 €	1 114 124 €
Haute-Savoie	1 269 469 €	408 728 €	18 731 704 €	12 720 938 €	1 357 861 €	898 209 €
Paris	5 503 941 €	33 858 654 €	15 775 061 €	6 803 144 €	3 271 724 €	2 304 052 €
Seine-Maritime	3 022 200 €	-1 244 273 €	17 066 290 €	23 094 750 €	4 520 238 €	1 188 805 €
Seine-et-Marne	1 977 935 €	1 809 549 €	15 996 111 €	22 773 700 €	9 404 431 €	592 390 €
Yvelines	2 391 064 €	5 862 756 €	13 281 979 €	17 762 463 €	8 569 688 €	798 115 €
Deux-Sèvres	689 637 €	477 397 €	7 569 815 €	8 458 837 €	426 682 €	206 961 €
Somme	1 297 791 €	588 700 €	12 393 054 €	5 699 811 €	7 072 935 €	2 378 558 €
Tarn	725 983 €	13 956 €	5 421 109 €	10 857 953 €	1 048 251 €	190 966 €
Tarn-et-Garonne	589 156 €	-13 829 €	4 729 493 €	5 367 126 €	1 276 533 €	133 715 €
Var	1 822 800 €	229 583 €	14 689 272 €	16 816 278 €	3 468 842 €	267 280 €
Vaucluse	1 385 672 €	543 834 €	6 899 471 €	10 319 795 €	873 001 €	404 735 €
Vendée	787 121 €	505 571 €	11 952 055 €	9 964 696 €	1 672 704 €	984 113 €
Vienne	873 784 €	24 318 €	6 127 039 €	10 893 904 €	1 309 086 €	505 691 €
Haute-Vienne	1 304 130 €	528 743 €	2 825 136 €	10 542 915 €	1 583 283 €	190 341 €
Vosges	842 091 €	207 354 €	6 142 811 €	12 687 790 €	485 258 €	99 963 €
Yonne	704 496 €	-234 389 €	8 225 527 €	8 473 797 €	2 868 956 €	1 166 906 €
Territoire-de-Belfort	357 975 €	29 690 €	3 248 998 €	1 660 877 €	345 814 €	410 479 €
Essonne	2 359 021 €	1 757 841 €	22 853 943 €	12 014 547 €	3 049 274 €	651 600 €
Hauts-de-Seine	1 495 974 €	20 935 538 €	11 127 555 €	14 634 404 €	6 472 216 €	865 073 €
Seine-Saint-Denis	4 566 983 €	7 895 226 €	7 135 394 €	20 819 774 €	11 671 831 €	438 148 €
Val-de-Marne	2 361 953 €	4 866 524 €	10 847 596 €	14 753 605 €	7 875 456 €	1 753 246 €
Val-d'Oise	1 899 039 €	2 258 861 €	11 525 023 €	18 532 265 €	8 031 433 €	1 865 729 €
TOTAL METROPOLE	134 041 988 €	123 039 796 €	1 004 461 583 €	1 080 883 377 €	279 485 747 €	78 214 227 €
Guadeloupe	711 377 €	1 401 444 €	2 139 652 €	4 146 165 €	8 128 463 €	2 902 173 €
Martinique	505 710 €	968 435 €	1 748 851 €	7 390 370 €	3 259 145 €	608 555 €
Guyane	273 591 €	1 002 805 €	2 094 982 €	2 411 169 €	3 562 965 €	15 161 €
Réunion	1 154 044 €	-16 917 €	2 806 387 €	4 892 718 €	28 040 548 €	3 783 484 €
TOTAL OUTRE-MER	2 644 722 €	3 355 767 €	8 790 872 €	18 840 421 €	42 981 140 €	7 309 343 €
TOTAL GLOBAL	136 686 719 €	126 395 562 €	1 013 252 455 €	1 099 723 799 €	322 476 888 €	85 523 570 €

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2011											
	Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et votes d'eau)				Services des parcs de l'équipement transférés en 2010				Services des parcs de l'équipement transférés en 2011			
	Personnels Equipement - Services transférés en 2008 (RD de Seine-Saint-Denis, RNIL et votes d'eau) (Personnels ayant opté au 16/11/2009 et action sociale, postes d'OPA vacants 2011, emplois disparus)	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Personnels non titulaires	Dépenses de fonctionnement	Charges de vacations	Vacants intermédiaires	Postes constatés vacants en 2011
Alain	0 €	0 €	0 €	0 €	70 632 €	530 €	18 287 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Aisne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 198 €	2 903 €	14 077 €	0 €
Allier	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 060 €	3 574 €	148 848 €	0 €
Alpes-de-Haute-Provence	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 837 €	2 405 €	81 293 €	0 €
Hautes-Alpes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 353 €	2 531 €	11 262 €	0 €
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 584 €	2 873 €	20 380 €	0 €
Ardèche	0 €	0 €	0 €	0 €	113 260 €	530 €	28 154 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	21 961 €	2 191 €	75 427 €	30 445 €
Ariège	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	51 636 €	6 135 €	2 155 €	56 022 €	0 €
Aube	0 €	0 €	0 €	0 €	181 128 €	1 326 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Aude	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 115 €	29 169 €	28 154 €
Aveyron	0 €	0 €	0 €	0 €	101 599 €	795 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Bouches-du-Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	216 799 €	1 591 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Calvados	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Cantal	0 €	0 €	0 €	0 €	166 277 €	1 061 €	66 468 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Charente	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 903 €	2 291 €	59 419 €	0 €
Charente-Maritime	84 124 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 994 €	121 035 €	0 €
Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 644 €	2 459 €	51 003 €	0 €
Corrèze	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 781 €	3 098 €	0 €	30 445 €
Corse-du-Sud	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 367 €	1 812 €	0 €	0 €
Haute-Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 258 €	20 575 €	0 €
Côte-d'Or	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 614 €	25 664 €	29 169 €
Côtes-d'Armor	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 043 €	3 432 €	157 085 €	28 029 €
Creuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 175 €	2 157 €	34 191 €	0 €
Dordogne	0 €	0 €	0 €	0 €	540 706 €	3 977 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Doubs	0 €	0 €	0 €	0 €	93 338 €	795 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Drôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Eure	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 093 €	3 143 €	79 389 €	0 €
Eure-et-Loir	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Finistère	0 €	0 €	0 €	0 €	208 055 €	1 326 €	28 154 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Gard	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 941 €	3 806 €	65 880 €	28 154 €

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHÉ 2011											
	Personnels Equipement - Services transférés en 2008 (RD de Seine-Saint-Denis, RNIL et voles d'eau)			Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voles d'eau)			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		
	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Personnels non titulaires	Dépenses de fonctionnement	Charges de vacations	Vacants intermédiaires	Postes constatés vacants en 2011	
Haute-Garonne	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	6 464€	7 040€	111 587€	58 599€	
Gers	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	3 030€	3 112€	30 406€	0€	
Gironde	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	7 412€	4 142€	124 168€	28 154€	
Hérault	0€	0€	0€	37 179€	265€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	
Ille-et-Vilaine	4 733€	0€	0€	0€	0€	0€	21 567€	5 690€	6 437€	125 067€	28 154€	
Indre	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	6 894€	4 050€	158 843€	0€	
Indre-et-Loire	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	4 994€	2 259€	80 690€	0€	
Isère	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	3 685€	93 789€	0€	
Jura	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	3 789€	3 194€	77 633€	28 154€	
Landes	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	12 009€	2 791€	0€	30 445€	
Loir-et-Cher	0€	0€	0€	235 135€	1 855€	50 677€	0€	0€	0€	0€	0€	
Loire	0€	0€	0€	167 921€	1 325€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	
Haute-Loire	0€	0€	0€	91 781€	795€	63 652€	0€	0€	0€	0€	0€	
Loire-Atlantique	0€	0€	0€	0€	0€	0€	49 149€	9 744€	4 741€	236 034€	0€	
Loiret	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	
Lot	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	1 417€	1 891€	57 323€	0€	
Lot-et-Garonne	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	3 741€	2 156€	60 627€	0€	
Lozère	0€	0€	0€	149 766€	1 061€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	
Maine-et-Loire	0€	145 967€	25 664€	0€	0€	0€	0€	6 093€	2 160€	15 578€	0€	
Manche	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	10 085€	3 229€	111 019€	0€	
Marne	0€	0€	0€	0€	0€	22 523€	0€	0€	0€	0€	0€	
Haute-Marne	0€	0€	0€	0€	0€	29 169€	0€	0€	0€	0€	0€	
Mayenne	41 198€	0€	0€	93 522€	530€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	
Meurthe-et-Moselle	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	1 638€	2 320€	15 058€	0€	
Meuse	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	4 973€	2 329€	74 387€	0€	
Morbihan	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	6 258€	1 970€	18 082€	0€	
Moselle	6 843€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	9 046€	3 939€	109 318€	28 154€	
Nièvre	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	2 598€	2 726€	88 790€	29 169€	
Nord	2 613€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	4 550€	3 064€	119 646€	0€	
Oise	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	5 572€	2 213€	107 356€	0€	
Orne	0€	0€	0€	341 216€	1 856€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	
Pas-de-Calais	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	8 524€	4 962€	104 733€	86 753€	
Puy-de-Dôme	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	9 569€	4 801€	124 134€	0€	
Pyrénées-Atlantiques	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	13 474€	4 168€	137 794€	0€	

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2011											
	Personnels Equipement - Services transférés en 2008 (RD de Seine-Saint-Denis, RNIL et voies d'eau)			Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		
	Personnels Equipement - Services transférés en 2008 (RD de Seine-Saint-Denis, RNIL et voies d'eau) (Personnels ayant opté au 16/11/2009 et action sociale, postes d'OPA vacants 2011, emplois disparus)	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Personnels non titulaires	Dépenses de fonctionnement	Charges de vacations	Vacants intermédiaires	Postes constatés vacants en 2011
Hautes-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 878 €	3 575 €	18 865 €	38 314 €
Pyrénées-Orientales	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 147 €	2 755 €	64 676 €	11 262 €
Bas-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	160 292 €	905 €	28 154 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haut-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	362 €	2 037 €	25 314 €	0 €
Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	25 157 €	285 €	0 €	0 €	9 755 €	2 576 €	97 278 €	0 €
Haute-Saône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saône-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	30 552 €	285 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Sarthe	0 €	0 €	0 €	0 €	74 075 €	530 €	66 468 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	67 624 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-et-Marne	2 287 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 333 €	5 193 €	110 662 €	0 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 871 €	794 €	28 154 €	0 €
Deux-Sèvres	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 922 €	0 €	68 759 €
Somme	142 102 €	0 €	0 €	0 €	393 521 €	2 653 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	427 €	3 620 €	164 847 €	0 €
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	123 397 €	795 €	28 154 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 058 €	1 851 €	29 169 €	22 523 €
Vaucluse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 587 €	45 012 €	58 338 €
Vendée	0 €	0 €	0 €	0 €	267 683 €	1 591 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 665 €	1 323 €	103 689 €	0 €
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 121 €	97 125 €	0 €
Vosges	0 €	0 €	0 €	0 €	134 802 €	1 061 €	0 €	0 €	42 699 €	1 537 €	14 306 €	38 314 €
Yonne	0 €	0 €	0 €	0 €	67 027 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 414 €	0 €	0 €	0 €
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	484 €	654 €	32 096 €	0 €
Hauts-de-Seine	1 039 441 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	711 €	0 €	24 978 €	0 €
Seine-Saint-Denis	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	905 €	906 €	91 389 €	0 €
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	122 737 €	795 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Val-d'Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	4 275 182 €	29 540 €	429 840 €	188 753 €	282 647 €	186 361 €	4 650 965 €	856 506 €
TOTAL METROPOLE	1 323 351 €	145 967 €	1 107 €	25 664 €	4 275 182 €	29 540 €	429 840 €	188 753 €	282 647 €	187 133 €	4 650 965 €	856 506 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	492 €	15 485 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	280 €	24 180 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	772 €	39 665 €	0 €
TOTAL GLOBAL	1 323 351 €	145 967 €	1 107 €	25 664 €	4 275 182 €	29 540 €	429 840 €	188 753 €	282 647 €	187 133 €	4 690 633 €	856 506 €

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHÉ 2011										TRANCHÉ 2011		
	Personnels des affaires sanitaires et sociales (RMI, loi LRL hors LAV et LAV)				Personnels de l'intérieur (FSI)		Personnels des services de l'aménagement foncier		Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011			Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010	
	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 20 août 2010	1% formation des personnels ayant opté au 20/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option), action sociale et 1% formation	Personnels transférés en 2008 (Personnels ayant opté au 31/12/2009 et 1% formation, emplois disparus)	Personnels transférés en 2009 (personnels ayant opté au 31/08/2010, 1% formation et postes vacants 2011)	Indemnités de service fait	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (titre campagne d'option)		1% formation des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011
Ain	0 €	0 €	0 €	0 €	18 971 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	108 400 €
Aisne	33 241 €	201 €	238 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	54 864 €
Allier	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	159 482 €
Alpes-de-Haute-Provence	36 458 €	201 €	211 €	0 €	2 656 €	0 €	2 101 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	132 163 €
Hautes-Alpes	39 681 €	201 €	238 €	0 €	11 383 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	66 645 €
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	24 837 €
Ardèche	0 €	0 €	0 €	0 €	2 101 €	0 €	2 915 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	146 961 €
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	22 765 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	152 789 €
Ariège	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	27 850 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	143 799 €
Aube	0 €	0 €	0 €	0 €	16 636 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	199 090 €
Aude	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	45 578 €	0 €	0 €	0 €	0 €	105 016 €
Aveyron	0 €	0 €	0 €	0 €	26 267 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	128 661 €
Bouches-du-Rhône	33 651 €	201 €	240 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	252 482 €
Calvados	56 960 €	201 €	332 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	57 492 €
Cantal	28 419 €	201 €	204 €	0 €	26 267 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	288 897 €
Charente	0 €	0 €	0 €	0 €	71 505 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	136 118 €
Charente-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	75 561 €	0 €	0 €	36 964 €	0 €	0 €	0 €	0 €	322 678 €
Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	37 942 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	97 048 €
Corrèze	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	39 324 €
Corse-du-Sud	229 411 €	1 207 €	1 615 €	0 €	33 010 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	271 422 €
Haute-Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	21 833 €
Côte-d'Or	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	58 447 €
Côtes-d'Armor	0 €	0 €	0 €	24 230 €	83 296 €	0 €	0 €	34 050 €	0 €	0 €	0 €	0 €	332 165 €
Creuse	91 591 €	604 €	577 €	0 €	14 222 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	147 516 €
Dordogne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	544 683 €
Doubs	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	94 133 €
Drôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 072 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	113 946 €
Eure	0 €	0 €	0 €	0 €	25 523 €	0 €	0 €	95 714 €	0 €	0 €	0 €	0 €	207 861 €
Eure-et-Loir	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	44 639 €	0 €	0 €	0 €	0 €	213 185 €
Finistère	29 798 €	201 €	213 €	0 €	111 299 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	379 045 €
Gard	0 €	0 €	0 €	0 €	73 548 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	175 329 €

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHIE 2011										TRANCHIE 2011	
	Personnels des affaires sanitaires et sociales (RMI, loi LRL hors LAV et LAV)					Personnels de l'intérieur (FSJ)		Personnels des services de l'aménagement foncier		Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011		
	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 20 août 2010	1% formation des personnels ayant opté au 20/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option), action sociale et 1% formation	Personnels transférés en 2008 (Personnels ayant opté au 31/12/2009 et 1% formation, emplois disparus)	Personnels transférés en 2009 (personnels ayant opté au 31/08/2010, 1% formation et postes vacants 2011)	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2011		
Haute-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	183 690 €
Gers	0 €	0 €	0 €	0 €	18 971 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	55 519 €
Gironde	0 €	0 €	0 €	0 €	112 663 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	276 539 €
Hérault	0 €	0 €	0 €	0 €	109 008 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	146 452 €
Ille-et-Vilaine	0 €	0 €	0 €	0 €	45 967 €	0 €	64 654 €	0 €	0 €	0 €	0 €	286 302 €
Indre	0 €	0 €	0 €	0 €	45 967 €	0 €	56 182 €	0 €	0 €	0 €	0 €	271 936 €
Indre-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	48 213 €	0 €	0 €	0 €	136 156 €
Isère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	33 325 €	0 €	0 €	0 €	0 €	130 799 €
Jura	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 083 €	0 €	0 €	0 €	141 833 €
Landes	0 €	0 €	0 €	0 €	15 469 €	0 €	12 494 €	0 €	0 €	0 €	0 €	60 714 €
Loir-et-Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	55 161 €	0 €	43 319 €	0 €	0 €	0 €	0 €	300 162 €
Haute-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	38 292 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	224 408 €
Loire-Atlantique	0 €	0 €	0 €	0 €	43 638 €	0 €	0 €	143 216 €	0 €	0 €	0 €	237 838 €
Loiret	36 790 €	201 €	214 €	0 €	62 427 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	486 522 €
Lot	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	99 633 €
Lot-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	38 817 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	60 631 €
Lozère	0 €	0 €	0 €	0 €	26 267 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	105 341 €
Maine-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	28 280 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	177 094 €
Manche	28 419 €	201 €	204 €	0 €	28 280 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	196 569 €
Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	181 437 €
Haute-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	22 523 €
Mayenne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 082 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 169 €
Meurthe-et-Moselle	0 €	0 €	0 €	0 €	11 383 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	137 332 €
Meuse	0 €	0 €	0 €	0 €	11 383 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 399 €
Morbihan	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 581 €	0 €	37 955 €	195 €	0 €	131 222 €
Moselle	153 872 €	805 €	1 064 €	0 €	79 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 891 €
Nièvre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	45 388 €	0 €	0 €	0 €	0 €	313 120 €
Nord	0 €	0 €	0 €	0 €	91 935 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	168 641 €
Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	108 863 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	221 808 €
Orne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	224 004 €
Pas-de-Calais	0 €	0 €	0 €	0 €	73 548 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	343 072 €
Puy-de-Dôme	0 €	0 €	0 €	0 €	52 665 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	278 520 €
Pyrénées-Atlantiques	0 €	0 €	0 €	28 771 €	65 930 €	0 €	0 €	116 034 €	0 €	0 €	0 €	191 169 €
	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	386 171 €

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHÉ 2011										TRANCHÉ 2011			
	Personnels des affaires sanitaires et sociales (RMI, loi LRL hors LAV et LAV)					Personnels de l'intérieur (FSL)		Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2011		Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011		Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010		
	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 20 août 2010	1% formation des personnels ayant opté au 20/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option), action sociale et 1% formation	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2008 (Personnels ayant opté au 31/12/2009 et 1% formation, emplois disparus)	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009 (personnels ayant opté au 31/08/2010, 1% formation et postes vacants 2011)	Indemnités de service fait	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	1% formation des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	TRANCHÉ 2011	
Hauts-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	19 032 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	84 662 €
Pyrénées-Orientales	40 985 €	201 €	242 €	0 €	15 177 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	138 445 €
Bas-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	18 387 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	215 227 €
Haut-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	40 303 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	68 016 €
Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	90 424 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	115 846 €
Haute-Saône	0 €	0 €	0 €	0 €	30 354 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	139 963 €
Saône-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	24 427 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	55 244 €
Sarthe	64 913 €	402 €	377 €	0 €	49 294 €	0 €	36 523 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	292 582 €
Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 402 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	72 556 €
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	25 684 €	0 €	5 546 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	250 077 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	25 735 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	25 735 €
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	144 177 €
Seine-et-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	37 942 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	164 427 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	80 157 €	0 €	20 824 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	133 800 €
Deux-Sèvres	64 709 €	402 €	420 €	0 €	12 608 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	184 313 €
Somme	83 551 €	604 €	601 €	0 €	49 294 €	0 €	2 417 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	674 753 €
Tam	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	197 672 €
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	11 843 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	164 189 €
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	184 424 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	246 025 €
Vaucluse	0 €	0 €	0 €	0 €	65 609 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	170 546 €
Vendée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	141 929 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	411 203 €
Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	52 436 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	159 113 €
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	5 691 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	105 938 €
Vosges	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	134 873 €
Yonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	43 165 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	241 586 €
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	67 557 €
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 414 €
Hauts-de-Seine	29 505 €	201 €	212 €	0 €	111 227 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	174 379 €
Seine-Saint-Denis	0 €	0 €	0 €	0 €	135 422 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 200 552 €
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	62 112 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	155 312 €
Val-d'Oise	39 624 €	201 €	232 €	0 €	43 341 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	206 929 €
TOTAL METROPOLE	1 121 589 €	6 438 €	7 432 €	53 001 €	2 616 149 €	43 165 €	557 025 €	812 284 €	7 489 €	135 538 €	663 €	34 383 €	17 791 043 €	
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	15 977 €
Martinique	37 282 €	201 €	287 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	62 231 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL OUTRE-MER	37 282 €	201 €	287 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	78 208 €
TOTAL GLOBAL	1 158 871 €	6 640 €	7 720 €	53 001 €	2 616 149 €	43 165 €	557 025 €	812 284 €	7 489 €	135 538 €	663 €	34 383 €	17 869 250 €	

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHÉ 2012										Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (voies d'eau Alsace)	TRANCHÉ 2012	
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)		Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (voies d'eau Alsace)				
	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	1 % formation des personnels ayant opté au 31/08/2011	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 19/12/2010 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 19/12/2010			Compensation des emplois disparus
Ain	0 €	0 €	35 120 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	35 385 €
Aisne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Allier	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	135 161 €	1 062 €	0 €	0 €	0 €	42 838 €	0 €	179 061 €
Alpes-de-Haute-Provence	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	69 496 €	311 €	30 618 €	0 €	0 €	0 €	0 €	100 435 €
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	76 988 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	77 488 €
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	262 209 €	1 858 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	264 067 €
Ardèche	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	99 028 €	530 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	128 761 €
Ariège	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Aube	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	110 594 €	796 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	118 937 €
Aude	7 487 €	0 €	0 €	0 €	0 €	142 606 €	796 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	143 402 €
Aveyron	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Bouches-du-Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Calvados	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	92 906 €	796 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	93 702 €
Cantal	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Charente	8 481 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 481 €
Charente-Maritime	5 921 €	0 €	0 €	0 €	0 €	350 280 €	2 389 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	358 590 €
Charente-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	206 226 €	1 327 €	0 €	0 €	0 €	26 951 €	0 €	234 504 €
Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	77 870 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	78 400 €
Corrèze	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	53 832 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	54 098 €
Corse-du-Sud	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Corse-du-Sud	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	440 184 €	2 654 €	0 €	0 €	0 €	49 504 €	0 €	560 586 €
Côte-d'Or	38 014 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	38 014 €
Côtes-d'Armor	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	272 143 €	1 748 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	273 891 €
Creuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	32 398 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	32 663 €
Dordogne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Doubs	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Drôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	135 301 €	796 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	136 097 €
Eure	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €
Eure-et-Loir	20 338 €	0 €	0 €	0 €	0 €	52 384 €	265 €	54 325 €	0 €	0 €	0 €	0 €	127 313 €
Finistère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Gard	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	252 951 €	1 592 €	0 €	0 €	0 €	89 732 €	0 €	344 275 €

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHÉ 2012										Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (voies d'eau Alsace)	TRANCHÉ 2012					
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009		Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)								
	Personnels ayant opté au 31/12/2010, 1% formation et emplois disparus)	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	1 % formation des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012			Personnels ayant opté au 19/12/2010 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 19/12/2010	Compensation des emplois disparus	Postes devenus vacants en 2012	
Haute-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	302 787 €	2 389 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	305 176 €
Gers	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	133 748 €	885 €	52 805 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	137 240 €
Gironde	7 402 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	217 025 €	1 592 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	226 019 €
Hérault	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ile-et-Vilaine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	48 018 €	266 €	89 024 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	137 308 €
Indre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	57 863 €	640 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	58 303 €
Indre-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	201 846 €	1 327 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	202 973 €
Isère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	322 011 €	1 904 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	323 915 €
Jura	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	52 220 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	52 486 €
Landes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	339 016 €	2 123 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	341 139 €
Loir-et-Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	41 542 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	41 808 €
Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Loire-Atlantique	5 195 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	185 954 €	1 062 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	355 929 €
Loiret	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Lot	20 153 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	181 371 €	1 171 €	31 403 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	234 058 €
Lot-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	222 320 €	1 592 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	223 912 €
Lozère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	33 625 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	33 890 €
Maine-et-Loire	0 €	83 525 €	355 €	0 €	0 €	0 €	0 €	173 048 €	1 327 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	588 484 €
Manche	0 €	113 412 €	491 €	0 €	0 €	0 €	0 €	57 680 €	266 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	201 052 €
Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	177 998 €	1 327 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	179 325 €
Haute-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €
Mayenne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Meurthe-et-Moselle	0 €	93 407 €	466 €	0 €	0 €	0 €	0 €	94 746 €	530 €	31 403 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	220 552 €
Meuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	60 912 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	61 178 €
Morbihan	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	295 223 €	1 482 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	296 705 €
Moselle	41 915 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	75 138 €	530 €	30 618 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	148 201 €
Nièvre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	162 014 €	1 327 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	163 341 €
Nord	0 €	80 892 €	457 €	0 €	0 €	0 €	0 €	59 898 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	141 513 €
Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Orne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	50 554 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	50 819 €
Pas-de-Calais	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	383 272 €	2 170 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	385 442 €
Puy-de-Dôme	0 €	84 311 €	355 €	0 €	0 €	0 €	0 €	378 254 €	2 123 €	14 602 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	479 645 €
Pyrénées-Atlantiques	42 043 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	405 298 €	2 919 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	450 260 €

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHÉ 2012												Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (voies d'eau Alsace)	TRANCHÉ 2012			
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009			Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011					Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)		
	Personnels transférés en 2009 (personnels ayant opté au 31/12/2010, 1% formation et emplois disparus)	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	1 % formation des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 19/12/2010 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 19/12/2010			Compensation des emplois disparus	Personnels en charge des voies d'eau transférés en 2011 (voies d'eau Alsace)	
Hautes-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	184 000 €	1 327 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	214 530 €		
Pyrénées-Orientales	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	81 609 €	530 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	111 342 €		
Bas-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	44 243 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 022 €	74 531 €		
Haut-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	76 255 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	75 785 €		
Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €		
Haute-Saône	12 121 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	97 190 €	796 €	0 €	0 €	14 884 €	0 €	0 €	124 991 €		
Saône-et-Loire	46 372 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	20 284 €	0 €	0 €	90 923 €		
Sarthe	0 €	0 €	0 €	0 €	70 098 €	531 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	46 372 €		
Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	77 748 €	531 €	0 €	224 529 €	1 748 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	78 279 €		
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	226 277 €		
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
Seine-et-Marne	81 836 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	429 405 €	2 654 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	512 895 €		
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	95 766 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	96 296 €		
Deux-Sèvres	0 €	66 355 €	340 €	0 €	0 €	0 €	0 €	70 747 €	530 €	17 522 €	0 €	0 €	0 €	0 €	155 494 €		
Somme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	258 048 €	1 858 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	259 906 €		
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	56 679 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	56 944 €		
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	267 759 €	1 482 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	269 241 €		
Vaucluse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	183 995 €	1 062 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	185 057 €		
Vendée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
Vienne	4 362 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 362 €		
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	89 487 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	90 017 €		
Vosges	0 €	0 €	0 €	36 873 €	0 €	0 €	0 €	330 253 €	2 123 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	369 249 €		
Yonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
Essonne	5 619 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 619 €		
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	138 835 €	686 €	23 362 €	0 €	0 €	0 €	0 €	162 886 €		
Saine-Saint-Denis	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	66 651 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	67 181 €		
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €		
Val-d'Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	106 483 €	531 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	107 014 €		
TOTAL METROPOLE	347 239 €	589 805 €	2 805 €	36 873 €	962 000 €	6 389 €	116 812 €	9 601 511 €	61 799 €	590 104 €	302 842 €	408 632 €	30 022 €	13 059 382 €			
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
TOTAL GLOBAL	347 239 €	589 805 €	2 805 €	36 873 €	962 000 €	6 389 €	116 812 €	9 601 511 €	61 799 €	590 104 €	302 842 €	408 632 €	30 022 €	13 059 382 €			

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHÉ 2013				TRANCHÉ 2014		TRANCHÉ 2015						
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011					
	Personnels détachés d'office (dernière campagne d'option)	1% formation	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 31/12/2011 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2011	Personnels ayant opté au 31/08/2012 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2012	Postes devenus vacants en 2013	Personnels ayant opté au 31/12/2012 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2012	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option	TRANCHÉ 2015
Ain	0 €	0 €	0 €	181 016 €	1 078 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 897 €	0 €	5 897 €
Aisne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	332 573 €	2 156 €	0 €	30 146 €	275 €	0 €	1 966 €	1 966 €
Allier	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 293 €	2 293 €
Alpes-de-Haute-Provence	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	69 421 €	650 €	0 €	41 683 €	275 €	0 €	7 208 €	7 208 €
Hautes-Alpes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	58 244 €	269 €	31 438 €	0 €	0 €	0 €	4 289 €	4 289 €
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 208 €	7 208 €
Ardèche	0 €	0 €	0 €	35 943 €	289 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	220 622 €	1 375 €	0 €	8 518 €	8 518 €
Arriège	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	99 416 €	550 €	0 €	1 966 €	1 966 €
Aube	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	655 €	0 €	655 €
Aude	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	72 408 €	275 €	0 €	5 242 €	5 242 €
Aveyron	0 €	0 €	0 €	47 770 €	269 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 880 €	0 €	6 880 €
Bouches-du-Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	16 709 €	0 €	16 709 €
Calvados	0 €	0 €	0 €	199 018 €	1 347 €	0 €	0 €	0 €	200 365 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Cantal	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	27 400 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Charente	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	227 395 €	1 347 €	0 €	228 742 €	0 €	0 €	5 897 €	5 897 €
Charente-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 209 €	0 €	0 €	0 €	16 381 €	16 381 €
Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	37 881 €	269 €	0 €	47 584 €	0 €	0 €	5 242 €	5 242 €
Corrèze	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	35 046 €	269 €	0 €	35 315 €	223 417 €	0 €	2 621 €	2 621 €
Corse-du-Sud	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	74 088 €	427 €	0 €	74 515 €	1 101 €	0 €	1 966 €	1 966 €
Haute-Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 618 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Côte-d'Or	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	32 710 €	269 €	0 €	32 979 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Côtes-d'Armor	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	39 601 €	158 €	0 €	39 759 €	275 €	0 €	13 105 €	13 105 €
Creuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 618 €	61 108 €	0 €	0 €	3 931 €	3 931 €
Dordogne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	13 760 €	0 €	13 760 €
Doubs	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 191 €	0 €	8 191 €
Drôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 829 €	9 829 €
Eure	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	151 565 €	966 €	30 209 €	182 740 €	0 €	0 €	10 374 €	10 374 €
Eure-et-Loir	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	157 091 €	0 €	0 €	0 €
Finistère	0 €	0 €	0 €	72 669 €	539 €	0 €	0 €	0 €	73 208 €	1 101 €	5 897 €	0 €	5 897 €
Gard	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	132 640 €	539 €	27 063 €	160 242 €	275 €	0 €	12 122 €	12 122 €

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHÉ 2010				TRANCHÉ 2013			TRANCHÉ 2014			TRANCHÉ 2015	
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		
	Personnels détachés d'office (dernière campagne d'option)	1% formation	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 31/12/2011 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2011	Personnels ayant opté au 31/08/2012 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2012	Postes devenus vacants en 2013	Personnels ayant opté au 31/12/2012 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2012	TRANCHÉ 2014	TRANCHÉ 2015
Haute-Garonne	0 €	0 €	0 €	77 436 €	158 €	0 €	0 €	77 594 €	0 €	0 €	0 €	30 141 €
Gers	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 209 €	30 209 €	275 €	50 524 €	0 €	12 122 €
Gironde	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	275 €	36 191 €	0 €	11 139 €
Hérault	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 829 €
Ille-et-Vilaine	0 €	0 €	0 €	73 121 €	539 €	30 618 €	104 278 €	1 101 €	200 016 €	201 117 €	0 €	17 691 €
Indre	0 €	0 €	0 €	36 664 €	269 €	30 209 €	67 142 €	275 €	34 182 €	34 457 €	0 €	11 467 €
Indre-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	103 656 €	103 931 €	0 €	2 949 €
Isère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	12 122 €
Jura	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 375 €	199 113 €	0 €	0 €	4 587 €
Landes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 811 €
Loir-et-Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	11 794 €
Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 259 €
Haute-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 501 €
Loire-Atlantique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 209 €	0 €	0 €	0 €	0 €	11 139 €
Loiret	0 €	0 €	3 251 €	539 €	0 €	0 €	125 395 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 310 €
Lot	0 €	0 €	0 €	121 605 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	983 €
Lot-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 897 €
Lozère	0 €	0 €	0 €	48 648 €	269 €	0 €	48 917 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 966 €
Maine-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 552 €
Manche	115 503 €	508 €	95 303 €	0 €	0 €	0 €	211 314 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 518 €
Marne	0 €	0 €	9 101 €	0 €	0 €	0 €	9 101 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 242 €
Haute-Marne	0 €	0 €	0 €	96 048 €	539 €	0 €	96 587 €	0 €	0 €	0 €	0 €	655 €
Mayenne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 914 €
Meurthe-et-Moselle	0 €	0 €	10 916 €	0 €	0 €	381 €	81 624 €	550 €	78 375 €	78 925 €	0 €	1 966 €
Meuse	0 €	0 €	38 513 €	0 €	0 €	0 €	38 513 €	825 €	122 072 €	122 897 €	0 €	5 570 €
Morbihan	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	328 €
Moselle	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	275 €	43 038 €	43 313 €	0 €	6 897 €
Nièvre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 880 €
Nord	0 €	0 €	0 €	36 051 €	269 €	30 209 €	66 529 €	275 €	52 203 €	52 478 €	0 €	6 225 €
Oise	0 €	0 €	16 844 €	0 €	0 €	38 036 €	85 388 €	275 €	46 622 €	46 897 €	0 €	9 829 €
Orne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 966 €
Pas-de-Calais	0 €	0 €	0 €	72 351 €	539 €	0 €	72 890 €	275 €	37 171 €	37 446 €	0 €	11 467 €
Puy-de-Dôme	45 239 €	209 €	0 €	0 €	0 €	0 €	45 448 €	0 €	0 €	0 €	0 €	22 933 €
Pyrénées-Atlantiques	0 €	0 €	0 €	58 132 €	269 €	0 €	58 401 €	0 €	0 €	0 €	0 €	14 415 €

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHÉ 2013				TRANCHÉ 2014			TRANCHÉ 2015		TRANCHÉ 2015		
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011				
	Personnels détachés d'office (dernière campagne d'option)	1% formation	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 31/12/2011 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2011	Personnels ayant opté au 31/08/2012 (2ème campagne d'option)			Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2012			
Hautes-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	74 309 €	539 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 259 €	4 259 €
Pyrénées-Orientales	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	34 133 €	11 794 €	11 794 €
Bas-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	328 €	0 €
Haut-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	655 €
Rhône	0 €	0 €	0 €	32 127 €	381 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	15 071 €	0 €
Haute-Saône	0 €	0 €	0 €	0 €	28 255 €	269 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 966 €	1 966 €
Saône-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	328 €	0 €
Sarthe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 638 €	0 €
Savoie	0 €	0 €	0 €	80 561 €	539 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	14 743 €	0 €
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	69 702 €	0 €	0 €	39 185 €	0 €	14 415 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	41 334 €	0 €	4 259 €
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	81 182 €	427 €	39 493 €	121 102 €	0 €	0 €	5 897 €	5 897 €
Seine-et-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Deux-Sèvres	35 570 €	165 €	32 149 €	0 €	0 €	0 €	0 €	67 984 €	0 €	0 €	0 €	9 173 €
Somme	0 €	0 €	0 €	61 467 €	269 €	0 €	0 €	61 736 €	0 €	0 €	13 105 €	0 €
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 618 €	30 618 €	0 €	0 €	0 €	9 173 €
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	40 431 €	269 €	0 €	0 €	40 700 €	0 €	0 €	4 259 €	0 €
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 914 €
Vaucluse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 931 €
Vendée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 621 €	0 €
Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	655 €
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	68 849 €	0 €	5 897 €
Vosges	0 €	0 €	18 750 €	0 €	38 385 €	269 €	0 €	57 404 €	0 €	0 €	0 €	9 501 €
Yonne	0 €	0 €	4 730 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 730 €	0 €	0 €	10 484 €	0 €
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	97 150 €	539 €	0 €	0 €	97 689 €	0 €	0 €	2 949 €	0 €
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 209 €	30 209 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-Saint-Denis	0 €	0 €	0 €	0 €	179 528 €	808 €	0 €	180 436 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Val-d'Oise	0 €	0 €	0 €	51 350 €	269 €	0 €	0 €	51 619 €	0 €	0 €	1 638 €	0 €
TOTAL METROPOLE	195 412 €	882 €	296 861 €	1 165 803 €	7 115 €	12 326 €	592 667 €	4 296 897 €	2 186 927 €	12 933 €	183 795 €	439 884 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	114 465 €	550 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	114 465 €	550 €	115 016 €	0 €
TOTAL GLOBAL	195 412 €	882 €	296 861 €	1 165 803 €	7 115 €	12 326 €	592 667 €	4 296 897 €	2 301 393 €	13 483 €	183 795 €	439 884 €

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHÉ 2016		TRANCHÉ 2017				Tranche 2018	TRANCHÉ 2019	Tranche 2020	Tranche 2021
	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	TRANCHÉ 2016		Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		TRANCHÉ 2017	TRANCHÉ 2019	TRANCHÉ 2020	Tranche 2021
	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option				
Ain	7 581 €	0 €	7 581 €	0 €	993 €	4 302 €	0 €	5 295 €	0 €	0 €
Alsace	0 €	7 581 €	7 581 €	0 €	0 €	0 €	3 640 €	662 €	0 €	0 €
Allier	0 €	8 899 €	8 899 €	0 €	0 €	0 €	1 655 €	331 €	0 €	0 €
Alpes-de-Haute-Provence	0 €	989 €	989 €	0 €	0 €	0 €	1 655 €	662 €	0 €	0 €
Hautes-Alpes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	993 €	5 956 €	0 €	0 €
Alpes-Maritimes	0 €	3 625 €	3 625 €	0 €	0 €	0 €	1 324 €	1 655 €	0 €	0 €
Ardèche	4 285 €	0 €	4 285 €	0 €	3 971 €	3 971 €	0 €	7 942 €	0 €	0 €
Ardennes	0 €	330 €	330 €	0 €	0 €	0 €	0 €	662 €	0 €	0 €
Ariège	0 €	2 307 €	2 307 €	0 €	0 €	0 €	3 640 €	662 €	0 €	0 €
Aube	330 €	0 €	330 €	0 €	3 971 €	2 647 €	0 €	4 302 €	0 €	0 €
Aude	0 €	4 614 €	4 614 €	0 €	0 €	0 €	993 €	1 985 €	0 €	0 €
Aveyron	989 €	0 €	989 €	0 €	331 €	331 €	0 €	662 €	0 €	0 €
Bouches-du-Rhône	330 €	0 €	330 €	0 €	331 €	331 €	0 €	662 €	0 €	0 €
Calvados	3 625 €	0 €	3 625 €	0 €	2 316 €	1 655 €	0 €	3 971 €	0 €	0 €
Cantal	8 240 €	0 €	8 240 €	0 €	0 €	662 €	0 €	662 €	0 €	0 €
Charente	0 €	1 648 €	1 648 €	0 €	0 €	0 €	0 €	662 €	0 €	0 €
Charente-Maritime	0 €	5 273 €	5 273 €	0 €	0 €	0 €	1 324 €	1 324 €	0 €	0 €
Cher	0 €	1 648 €	1 648 €	0 €	0 €	0 €	3 971 €	4 302 €	0 €	0 €
Corrèze	0 €	5 603 €	5 603 €	0 €	0 €	0 €	6 949 €	662 €	0 €	0 €
Corse-du-Sud	0 €	3 625 €	3 625 €	0 €	0 €	0 €	662 €	3 309 €	0 €	0 €
Haute-Corse	0 €	1 648 €	1 648 €	0 €	0 €	0 €	662 €	2 316 €	0 €	0 €
Côte-d'Or	0 €	1 318 €	1 318 €	0 €	0 €	0 €	1 324 €	1 985 €	0 €	0 €
Côtes-d'Armor	0 €	4 285 €	4 285 €	0 €	0 €	0 €	10 589 €	331 €	0 €	0 €
Creuse	0 €	3 296 €	3 296 €	0 €	0 €	0 €	1 324 €	1 985 €	0 €	0 €
Dordogne	659 €	0 €	659 €	0 €	331 €	0 €	0 €	331 €	0 €	0 €
Doubs	989 €	0 €	989 €	0 €	331 €	0 €	0 €	331 €	0 €	0 €
Drôme	0 €	989 €	989 €	0 €	0 €	0 €	331 €	662 €	0 €	0 €
Eure	0 €	1 318 €	1 318 €	0 €	0 €	0 €	2 647 €	2 978 €	0 €	0 €
Eure-et-Loir	0 €	4 944 €	4 944 €	0 €	0 €	0 €	2 978 €	3 309 €	0 €	0 €
Finistère	2 637 €	0 €	2 637 €	0 €	993 €	1 324 €	0 €	2 316 €	0 €	0 €
Gard	0 €	2 307 €	2 307 €	0 €	0 €	0 €	331 €	993 €	0 €	0 €

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHÉ 2016		TRANCHÉ 2017				TRANCHÉ 2018	TRANCHÉ 2019	TRANCHÉ 2020	TRANCHÉ 2021
	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011					
	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA transférés en 2011	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option				
Haute-Garonne	0 €	2 637 €	2 637 €	0 €	1 655 €	331 €	1 985 €	0 €	0 €	0 €
Gers	0 €	1 978 €	1 978 €	0 €	662 €	0 €	662 €	0 €	0 €	0 €
Gironde	0 €	5 273 €	5 273 €	0 €	1 985 €	0 €	1 985 €	0 €	0 €	0 €
Hérault	2 637 €	0 €	2 637 €	1 985 €	0 €	0 €	1 985 €	0 €	0 €	0 €
Ille-et-Vilaine	0 €	5 273 €	5 273 €	0 €	3 309 €	4 302 €	7 611 €	0 €	0 €	0 €
Indre	0 €	1 648 €	1 648 €	0 €	3 971 €	662 €	4 633 €	0 €	0 €	0 €
Indre-et-Loire	0 €	659 €	659 €	0 €	2 647 €	1 985 €	4 633 €	0 €	0 €	0 €
Isère	0 €	1 648 €	1 648 €	0 €	331 €	0 €	331 €	0 €	0 €	0 €
Jura	0 €	8 240 €	8 240 €	0 €	1 985 €	331 €	2 316 €	0 €	0 €	0 €
Landes	0 €	989 €	989 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Loir-et-Cher	3 625 €	0 €	3 625 €	993 €	1 324 €	0 €	2 316 €	0 €	0 €	0 €
Loire	6 592 €	0 €	6 592 €	2 978 €	1 324 €	0 €	4 302 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Loire	330 €	0 €	330 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Loire-Atlantique	0 €	6 921 €	6 921 €	0 €	662 €	331 €	993 €	0 €	0 €	0 €
Loiret	330 €	2 637 €	2 637 €	1 985 €	0 €	331 €	2 316 €	0 €	0 €	0 €
Lot	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Lot-et-Garonne	0 €	659 €	659 €	0 €	331 €	1 655 €	1 985 €	0 €	0 €	0 €
Lozère	330 €	0 €	330 €	662 €	0 €	1 324 €	1 655 €	0 €	0 €	0 €
Maine-et-Loire	0 €	2 966 €	2 966 €	0 €	662 €	331 €	993 €	0 €	0 €	0 €
Manche	0 €	659 €	659 €	0 €	3 640 €	993 €	4 633 €	0 €	0 €	0 €
Marne	4 285 €	0 €	4 285 €	3 971 €	6 287 €	0 €	10 288 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Marne	1 978 €	0 €	1 978 €	6 618 €	2 647 €	0 €	9 265 €	0 €	0 €	0 €
Mayenne	2 307 €	0 €	2 307 €	0 €	993 €	0 €	993 €	0 €	0 €	0 €
Meurthe-et-Moselle	0 €	989 €	989 €	0 €	7 942 €	1 324 €	9 265 €	0 €	0 €	0 €
Meuse	0 €	1 648 €	1 648 €	0 €	331 €	2 316 €	2 647 €	0 €	0 €	0 €
Morbihan	0 €	2 637 €	2 637 €	0 €	3 971 €	662 €	4 633 €	0 €	0 €	0 €
Moselle	0 €	3 296 €	3 296 €	0 €	3 640 €	3 309 €	6 949 €	0 €	0 €	0 €
Nièvre	0 €	659 €	659 €	0 €	1 324 €	0 €	1 324 €	0 €	0 €	0 €
Nord	0 €	989 €	989 €	0 €	0 €	993 €	993 €	0 €	0 €	0 €
Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Orne	0 €	0 €	0 €	6 618 €	0 €	0 €	6 618 €	0 €	0 €	0 €
Pas-de-Calais	0 €	5 273 €	5 273 €	0 €	662 €	1 655 €	2 316 €	0 €	0 €	0 €
Puy-de-Dôme	0 €	659 €	659 €	0 €	993 €	0 €	993 €	0 €	0 €	0 €
Pyrénées-Atlantiques	0 €	1 648 €	1 648 €	0 €	662 €	662 €	1 324 €	0 €	0 €	0 €

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHÉ 2016		TRANCHÉ 2016		TRANCHÉ 2017		TRANCHÉ 2018	TRANCHÉ 2019	TRANCHÉ 2020	TRANCHÉ 2021
	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		TRANCHÉ 2018	TRANCHÉ 2019	TRANCHÉ 2020	TRANCHÉ 2021
	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option				
Hautes-Pyrénées	0 €	1 978 €	1 978 €	0 €	5 956 €	2 978 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Pyrénées-Orientales	0 €	659 €	659 €	0 €	993 €	993 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Bas-Rhin	989 €	0 €	989 €	8 604 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haut-Rhin	0 €	2 637 €	2 637 €	0 €	1 655 €	5 625 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Rhône	2 307 €	0 €	2 307 €	0 €	1 985 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Saône	0 €	6 921 €	6 921 €	0 €	1 324 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saône-et-Loire	330 €	0 €	330 €	662 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Sarthe	3 625 €	0 €	3 625 €	10 920 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Savoie	3 625 €	0 €	3 625 €	1 324 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Savoie	0 €	330 €	330 €	0 €	1 324 €	331 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-Maritime	0 €	1 978 €	1 978 €	0 €	2 647 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-et-Marne	0 €	2 966 €	2 966 €	0 €	3 971 €	5 956 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	331 €	662 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Deux-Sèvres	0 €	1 318 €	1 318 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Somme	1 648 €	0 €	1 648 €	331 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Tarn	0 €	1 648 €	1 648 €	0 €	1 324 €	331 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Tarn-et-Garonne	2 966 €	0 €	2 966 €	331 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Var	0 €	989 €	989 €	0 €	2 978 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Vaucluse	0 €	659 €	659 €	0 €	1 324 €	662 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Vendée	8 240 €	0 €	8 240 €	4 964 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Vienne	0 €	330 €	330 €	0 €	1 985 €	662 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Vienne	0 €	2 966 €	2 966 €	0 €	2 316 €	331 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Vosges	0 €	3 625 €	3 625 €	0 €	1 985 €	993 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Yonne	6 592 €	0 €	6 592 €	331 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Territoire-de-Belfort	1 318 €	0 €	1 318 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	0 €	331 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-Saint-Denis	0 €	659 €	659 €	0 €	662 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	993 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Val-d'Oise	1 648 €	0 €	1 648 €	3 640 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL METROPOLE	85 364 €	157 544 €	242 908 €	54 269 €	120 782 €	67 506 €	0 €	0 €	0 €	15 826 419 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	993 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	993 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL GLOBAL	85 364 €	157 544 €	242 908 €	54 269 €	120 782 €	68 499 €	0 €	0 €	0 €	15 826 419 €

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	Tranche 2022										Total tranche 2022	
	Transfert du réseau routier à la CEA											
	Transfert de service											
Transfert du réseau routier à la CEA	DAC définitif des charges de fonctionnement et d'investissement		Emplois vacants Intermédiaires (entre le 01/01/2021 et le 31/12/2021)		Indemnités de service fait	Ouvriers des parcs et ateliers	Vacations	"Sac à dos"	Formation	Médecine de prévention	Action sociale collective	
Ajustement	Fractions d'emplois											
Ain	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	30 122 066€
Aisne	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	27 209 148€
Allier	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	21 603 803€
Alpes-de-Haute-Provence	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	15 633 503€
Hautes-Alpes	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	11 704 734€
Alpes-Maritimes	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	44 914 942€
Ardèche	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	21 174 567€
Ardennes	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	18 502 800€
Ariège	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	11 153 799€
Aube	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	20 390 544€
Aude	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	20 769 767€
Avignon	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	21 683 659€
Bouches-du-Rhône	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	64 840 927€
Calvados	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	31 560 065€
Cantal	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	16 301 721€
Charente	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	17 568 537€
Charente-Maritime	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	28 716 507€
Alpes	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	18 101 933€
Cher	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	21 031 683€
Corrèze	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	6 199 753€
Corse-du-Sud	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	5 864 010€
Haute-Corse	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	31 645 677€
Côte-d'Or	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	26 773 738€
Côtes-d'Armor	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	12 077 954€
Creuse	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	21 748 179€
Dordogne	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	24 248 443€
Doubs	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	23 299 947€
Drôme	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	27 336 429€
Eure	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	23 668 073€
Eure-et-Loir	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	29 317 748€
Finistère	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	30 090 011€
Gard	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	Tranche 2022											TOTAL tranches 2005 à 2022	
	Transfert du réseau routier à la CEA		Transfert du réseau routier à la CEA										Total tranche 2022
	DAC définitif des charges de fonctionnement et d'investissement d'investissement	Ajustement	Fractions d'emplois	Emplois vacants intermédiaires (entre le 01/01/2021 et le 31/12/2021)	Indemnités de service fait	Ouvriers des parcs et ateliers	Vacations	"Sac à dos"	Formation	Médecine de prévention	Action sociale collective		
Haute-Garonne	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	46 276 247 €
Gers	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	13 075 357 €
Gironde	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	50 284 392 €
Hérault	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	36 235 079 €
Ille-et-Vilaine	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	33 362 051 €
Indre	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	16 734 248 €
Indre-et-Loire	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	27 220 949 €
Isère	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	51 040 600 €
Jura	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	19 806 450 €
Landes	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	20 802 773 €
Loir-et-Cher	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	17 021 197 €
Loire	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	31 015 378 €
Haute-Loire	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	16 923 789 €
Loire-Atlantique	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	42 890 956 €
Loiret	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	30 583 277 €
Lot	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	17 226 880 €
Lot-et-Garonne	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	14 739 744 €
Lozère	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	11 629 862 €
Maine-et-Loire	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	32 876 727 €
Manche	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	27 071 169 €
Marne	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	26 004 294 €
Haute-Marne	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	16 724 878 €
Mayenne	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	15 295 997 €
Meurthe-et-Moselle	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	29 406 159 €
Meuse	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	15 259 068 €
Morbihan	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	25 910 045 €
Moselle	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	43 732 793 €
Nièvre	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	17 517 593 €
Nord	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	86 635 782 €
Normandie	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	31 256 890 €
Orne	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	19 572 505 €
Pas-de-Calais	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	61 425 834 €
Puy-de-Dôme	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	39 920 816 €
Pyrénées-Atlantiques	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	27 222 421 €

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	Tranche 2022											Total tranche 2022
	Transfert du réseau routier à la CEA											
	Transfert de service											
Transfert du réseau routier à la CEA	DAC définitif des charges de fonctionnement et d'investissement	Ajustement	Fractions d'emplois	Emplois vacants intermédiaires (entre le 01/01/2021 et le 31/12/2021)	Indemnités de service fait	Ouvriers des parcs et ateliers	Vacations	"Sac à dos"	Formation	Médecine de prévention	Action sociale collective	
Hautes-Pyrénées	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Pyrénées-Orientales	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Bas-Rhin	-2 023 €		306 973 €	533 066 €	652 395 €	256 003 €	100 638 €	261 276 €	47 564 €	7 639 €	13 398 €	2 176 949 €
Haute-Rhin	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Rhône	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Haute-Saône	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Saône-et-Loire	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Sarthe	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Savoie	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Haute-Savoie	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Paris	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Seine-Maritime	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Seine-et-Marne	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Yvelines	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Deux-Sèvres	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Somme	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Tarn	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Tarn-et-Garonne	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Var	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Vaucluse	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Vendée	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Vienne	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Haute-Vienne	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Vosges	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Yonne	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Territoire-de-Belfort	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Essonne	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Hauts-de-Seine	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Seine-Saint-Denis	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Val-de-Marne	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Val-d'Oise	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
TOTAL METROPOLITAIN	-2 023 €		306 973 €	533 066 €	652 395 €	256 003 €	100 638 €	261 276 €	47 564 €	7 639 €	13 398 €	2 176 949 €
Guadeloupe	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Martinique	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Guyane	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
Réunion	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
TOTAL OUTRE-MER	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€	0€
TOTAL GLOBAL	-2 023 €		306 973 €	533 066 €	652 395 €	256 003 €	100 638 €	261 276 €	47 564 €	7 639 €	13 398 €	2 176 949 €
TOTAL tranches 2006 à 2022												
												16 304 336 €
												19 429 735 €
												81 765 770 €
												56 020 919 €
												12 863 931 €
												29 059 949 €
												23 346 590 €
												32 198 845 €
												35 988 551 €
												67 542 311 €
												53 250 229 €
												48 897 132 €
												18 247 613 €
												30 182 422 €
												18 858 890 €
												12 332 897 €
												37 703 201 €
												20 788 691 €
												26 308 913 €
												18 900 930 €
												17 260 863 €
												21 042 897 €
												21 469 677 €
												6 224 346 €
												42 693 260 €
												55 898 566 €
												53 976 846 €
												42 720 811 €
												44 474 828 €
												2 756 646 333 €
												18 661 261 €
												14 543 297 €
												9 361 691 €
												40 660 233 €
												84 126 482 €
												2 840 771 804 €

Annexe n° 1

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 3 - Mayotte (art 39 LFI 2012)

	TRANCHE 2018					TRANCHE 2019	
	Protection maternelle et infantile	Formation professionnelle Loi du 5 mars 2014	DAC provisionnel revalorisation des bourses au niveau universitaires (décret 28/12/2016)	Droit à compensation des charges nouvelles résultant de l'arrêté du 18/05/2017 - diplôme d'Etat LMD infirmier - revalorisant les indemnités de stages	Total tranche 2018	Recentralisation RSA	Total tranche 2019
Total 2012-2017	14 530 672 €	917 431 €	27 396 €	13 900 €	15 489 399 €	-15 315 670 €	-15 315 670 €
Département de Mayotte	26 141 935 €						

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 3 - Mayotte (art 39 LFI 2012)

TRANCHE 2020		TRANCHE 2021	TRANCHE 2022	
Dispositif NACRE Loi NOTRe	29 035 €		DAC des charges nouvelles résultant de l'arrêté du 18/05/2017 - diplôme d'Etat LMD infirmier - revalorisant les indemnités de stages Ajustement définitif	1 505 €
Formation professionnelle Loi du 5 mars 2014	25 212 €		DAC provisionnel des charges nouvelles résultant de l'arrêté du 16/12/2020 revalorisant les indemnités de stage de certaines formations de santé	14 180 €
	54 247 €	Total tranche 2021		Total tranche 2022
		0 €		15 685 €
				26 385 595 €

Annexe n° 1

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 4 - Au titre du RMI et du RSA

Départements		RMI	RSA	TOTAL
001	AIN	16 186 604	3 279 410	19 466 014
002	AISNE	29 944 045	10 868 942	40 812 987
003	ALLIER	22 430 417	4 961 542	27 391 959
004	ALPES DE HTE PROVENCE	9 264 387	1 810 083	11 074 470
005	HAUTES ALPES	4 482 022	896 326	5 378 348
006	ALPES MARITIMES	75 680 032	11 639 328	87 319 360
007	ARDECHE	16 552 847	2 848 237	19 401 084
008	ARDENNES	25 530 554	5 412 656	30 943 210
009	ARIEGE	15 354 718	2 250 792	17 605 510
010	AUBE	20 059 098	5 410 440	25 469 538
011	AUDE	42 402 489	7 517 827	49 920 316
012	AVEYRON	8 909 593	1 443 089	10 352 682
013	BOUCHES DU RHONE	314 297 172	41 288 168	355 585 340
014	CALVADOS	40 871 813	7 459 402	48 331 215
015	CANTAL	6 326 127	640 325	6 966 452
016	CHARENTE	27 150 627	5 636 614	32 787 241
017	CHARENTE MARITIME	46 359 099	7 605 496	53 964 595
018	CHER	25 178 565	4 348 244	29 526 809
019	CORREZE	8 948 489	1 771 735	10 720 224
021	COTE D'OR	23 101 792	4 090 762	27 192 554
022	COTES D'ARMOR	23 821 738	4 559 069	28 380 807
023	CREUSE	6 833 923	897 268	7 731 191
024	DORDOGNE	28 810 283	4 314 291	33 124 574
025	DOUBS	25 148 025	5 517 724	30 665 749
026	DROME	31 816 621	5 281 521	37 098 142
027	EURE	28 142 049	7 745 714	35 887 763
028	EURE ET LOIR	18 560 307	4 310 801	22 871 108
029	FINISTERE	44 628 764	5 119 457	49 748 221
	Collectivité de CORSE	29 991 601	3 080 143	33 071 744
030	GARD	86 598 731	13 045 786	99 644 517
031	HAUTE GARONNE	110 402 958	12 486 505	122 889 463
032	GERS	7 937 845	1 456 619	9 394 464
033	GIRONDE	103 266 816	14 506 802	117 773 618
034	HERAULT	128 688 913	16 419 212	145 108 125
035	ILLE ET VILAINE	33 703 018	6 633 716	40 336 734
036	INDRE	10 236 811	2 500 765	12 737 576
037	INDRE ET LOIRE	34 485 440	5 766 358	40 251 798
038	ISERE	51 310 500	9 720 152	61 030 652
039	JURA	7 790 096	1 933 767	9 723 863
040	LANDES	20 745 095	3 409 004	24 154 099
041	LOIR ET CHER	16 821 078	3 264 927	20 086 005
042	LOIRE	38 495 836	5 981 780	44 477 616
043	HAUTE LOIRE	6 139 601	1 391 839	7 531 440
044	LOIRE ATLANTIQUE	70 032 404	11 136 104	81 168 508
045	LOIRET	29 831 234	6 356 910	36 188 144
046	LOT	9 458 804	1 316 719	10 775 523
047	LOT ET GARONNE	23 307 064	4 117 951	27 425 015
048	LOZERE	2 841 122	310 973	3 152 095
049	MAINE ET LOIRE	38 699 647	7 609 148	46 308 795
050	MANCHE	19 254 256	3 680 680	22 934 936
051	MARNE	31 736 247	7 618 334	39 354 581
052	HAUTE MARNE	9 641 735	2 396 179	12 037 914
053	MAYENNE	8 103 935	2 198 585	10 302 520

Annexe n° 1

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 4 - Au titre du RMI et du RSA

Départements		RMI	RSA	TOTAL
054	MEURTHE ET MOSELLE	52 856 992	8 883 439	61 740 431
055	MEUSE	11 491 644	2 861 056	14 352 700
056	MORBIHAN	30 554 004	5 104 249	35 658 253
057	MOSELLE	48 784 958	12 184 913	60 969 871
058	NIEVRE	14 126 222	2 909 200	17 035 422
059	NORD	267 905 477	65 705 704	333 611 181
060	OISE	39 291 968	11 332 349	50 624 317
061	ORNE	17 186 078	3 416 648	20 602 726
062	PAS DE CALAIS	143 371 049	40 178 202	183 549 251
063	PUY DE DOME	37 714 539	5 427 447	43 141 986
064	PYRENEES ATLANTIQUES	41 603 012	5 048 142	46 651 154
065	HAUTES PYRENEES	14 825 346	2 301 682	17 127 028
066	PYRENEES ORIENTALES	57 149 941	11 111 198	68 261 139
067	COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE	85 191 544	20 791 637	105 983 181
069	RHONE	13 096 341	1 677 419	14 773 760
	METROPOLE DE LYON	92 772 198	11 882 545	104 654 743
070	HAUTE SAONE	9 452 302	2 628 134	12 080 436
071	SAONE ET LOIRE	21 918 496	4 585 608	26 504 104
072	SARTHE	28 871 344	7 145 400	36 016 744
073	SAVOIE	14 045 826	2 219 973	16 265 799
074	HAUTE SAVOIE	22 767 295	3 252 976	26 020 271
075	PARIS	234 345 639	12 244 370	246 590 009
076	SEINE MARITIME	102 852 182	21 284 647	124 136 829
077	SEINE ET MARNE	46 697 060	16 402 042	63 099 102
078	YVELINES	44 747 755	7 914 137	52 661 892
079	DEUX SEVRES	14 485 718	3 698 888	18 184 606
080	SOMME	41 587 201	10 455 345	52 042 546
081	TARN	25 000 637	4 127 690	29 128 327
082	TARN ET GARONNE	17 180 812	3 270 299	20 451 111
083	VAR	91 471 316	10 503 512	101 974 828
084	VAUCLUSE	49 192 077	9 100 811	58 292 888
085	VENDEE	16 959 937	4 171 953	21 131 890
086	VIENNE	28 063 443	6 586 202	34 649 645
087	HAUTE VIENNE	20 357 902	4 614 349	24 972 251
088	VOSGES	18 197 078	5 224 824	23 421 902
089	YONNE	16 742 310	4 635 300	21 377 610
090	TERRITOIRE DE BELFORT	8 186 970	1 952 740	10 139 710
091	ESSONNE	60 921 662	12 020 204	72 941 866
092	HAUTS DE SEINE	89 654 852	9 826 161	99 481 013
094	VAL DE MARNE	98 416 182	15 082 896	113 499 078
095	VAL D'OISE	67 847 478	15 111 853	82 959 331
101	GUADELOUPE	147 954 250	29 392 881	177 347 131
103	MARTINIQUE	140 009 331	25 033 335	165 042 666
105	SAINT PIERRE ET MIQUELON	109 569	9 307	118 876
TOTAUX		4 362 270 924	780 575 886	5 142 846 810

Annexe n° 2

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne
sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau 1 - Les régions - Concours aux ports maritimes

<i>Sous-action</i>	<i>119-06-02 Concours aux ports maritimes</i>	
<i>Motif</i>	Loi LRL du 13 août 2004 (art. 30-104-121) Décret n°2007-1616 du 15 novembre 2007 Compensation en année pleine des personnels ayant opté pour leur intégration dans la FPT au 1er janvier 2021	TOTAL
<i>Référence</i>	Amendement n°919 au PLF 2022	
Auvergne - Rhône-Alpes		0 €
Bourgogne - Franche-Comté		0 €
Bretagne		0 €
Centre - Val-de-Loire		0 €
Corse		0 €
Grand-Est		0 €
Hauts-de-France		0 €
Ile-de-France		0 €
Normandie		0 €
Nouvelle Aquitaine		0 €
Occitanie	91 766 €	91 766 €
Pays de la Loire		0 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur		0 €
TOTAL METROPOLE	91 766 €	91 766 €
Guadeloupe		0 €
Martinique		0 €
Guyane		0 €
Réunion		0 €
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €
TOTAL	91 766 €	91 766 €

Annexe n° 2
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau 2 - Les régions d'outre-mer

REGIONS	Total tranche 2005	Total tranche 2006	Total Tranche 2007	Total Tranche 2008	Total Tranche 2009	Total Tranche 2010	TRANCHE 2011							Total Tranche 2011	
							Personnels des services des RNIL transférés en 2009		Services des parcs de l'Equipelement transférés en 2011						Total Tranche 2011
							Personnels titulaires ayant opté au 31/08/2010 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	Charges de vacations	Agents non titulaires	Vacants intermédiaires	Postes vacants 2011		
Réforme LMD infirmier (2ème tranche)	Personnels titulaires ayant opté au 31/08/2010 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	Charges de vacations	Agents non titulaires	Vacants intermédiaires	Postes vacants 2011	Dépenses de fonctionnement	Total Tranche 2011						
Guadeloupe	2 542 328 €	1 598 460 €	9 243 706 €	4 458 893 €	10 377 732 €	4 495 498 €	13 123 €	0 €	0 €	1 501 €	0 €	12 951 €	0 €	4 408 €	31 983 €
Martinique	3 522 946 €	1 946 279 €	5 896 209 €	9 772 163 €	4 594 060 €	6 709 809 €	9 999 €	0 €	0 €	2 676 €	48 298 €	64 925 €	58 599 €	0 €	184 497 €
Guyane	1 112 038 €	1 192 864 €	847 736 €	2 021 727 €	955 363 €	112 536 €	7 330 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 330 €
Réunion	6 407 451 €	2 787 017 €	-205 220 €	2 449 404 €	39 199 311 €	3 512 526 €	23 880 €	1 147 797 €	2 411 €	2 848 €	0 €	56 656 €	66 468 €	8 770 €	1 777 254 €
St Pierre et Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL	13 684 762 €	7 524 620 €	15 782 432 €	18 702 188 €	55 126 466 €	14 830 368 €	54 332 €	1 147 797 €	2 411 €	7 025 €	48 298 €	134 532 €	125 067 €	13 178 €	2 001 064 €

Annexe n° 2
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau 2 - Les régions d'outre-mer

REGIONS	TRANCHE 2012				Total Tranche 2012	TRANCHE 2013				Total Tranche 2013						
	Réforme LMD infirmier (3ème tranche)	Réforme de l'AFGSU (2ème tranche)	Personnels des services des RNIL transférés en 2009			Services des parcs de l'Equipement transférés en 2011		Réforme LMD infirmier (ajustement de la compensation en car prise en compte des demandeurs d'emploi - toutes tranches)	Réforme de l'AFGSU (3ème tranche)		Réforme LMD infirmier anesthésiste (1ère tranche)					
			Emplois disparus	Personnels ayant opté au 19/12/2010 (3ème et dernière campagne d'option)		Dépenses d'action sociales des personnels ayant opté au 19/12/2010	Postes devenus vacants en 2012					Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Dépenses d'action sociales des personnels ayant opté au 31/08/2011			
Guadeloupe	5 824 €	-7 129 €	0 €	0 €	0 €	93 492 €	530 €	0 €	-223 €	0 €	-4 750 €	4 996 €	0 €	0 €	9 346 €	9 369 €
Martinique	4 539 €	-4 908 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-4 730 €	4 141 €	30 618 €	0 €	0 €	30 029 €
Guyane	3 447 €	-2 922 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-4 776 €	2 898 €	0 €	0 €	0 €	-1 878 €
Réunion	10 648 €	-12 738 €	25 778 €	8 682 060 €	17 109 €	80 213 €	266 €	30 618 €	0 €	0 €	-9 198 €	13 063 €	0 €	0 €	9 346 €	13 211 €
St Pierre et Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL	24 458 €	-27 696 €	25 778 €	8 682 060 €	17 109 €	173 705 €	796 €	30 618 €	-223 €	0 €	-23 454 €	25 097 €	30 618 €	0 €	18 692 €	50 731 €

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau 2 - Les régions d'outre-mer

REGIONS	TRANCHÉ 2014			TRANCHÉ 2015			TRANCHÉ 2016			TRANCHÉ 2017			Total Tranche 2017								
	Services des parcs de l'Équipement transférés en 2011	Personnels ayant opté au 31/12/2012 (dernière campagne d'option)	Dépenses sociales des personnels ayant opté au 31/12/2012	Services des parcs de l'Équipement transférés en 2011	Transfert de compétences de la loi "Form pro" du 5 mars 2014	Dépenses de fonctionnement	Services des parcs de l'Équipement transférés en 2011	Dépenses sociales des personnels optés dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option (à/c du 1er janvier 2015)	Réforme LMD infirmier anesthésiste (2ème tranche)	Réforme LMD infirmier anesthésiste (3ème tranche)	Total Tranche 2015	Services des parcs de l'Équipement transférés en 2011		Dépenses sociales des personnels optés dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option (à/c du 1er janvier 2016)	Réforme LMD masseur-kiné (1ère tranche)	Total Tranche 2016	Réforme LMD masseur-kiné (2ème tranche)	Services des parcs de l'Équipement transférés en 2011	Dépenses sociales des personnels optés dans le cadre de la 3ème campagne de droit d'option (à/c du 1er janvier 2017)	Réforme LMD masseur-kiné (2ème tranche)	Total Tranche 2017
Guadeloupe	228 300 €	1 214 €	0 €	7 657 €	237 171 €	0 €	1 815 513 €	-4 789 €	1 810 724 €	659 €	0 €	4 633 €	1 655 €	6 287 €							
Martinique	257 944 €	1 101 €	4 837 €	0 €	263 882 €	0 €	1 305 393 €	0 €	1 305 393 €	989 €	14 205 €	6 618 €	2 316 €	23 140 €							
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 938 355 €	0 €	2 938 355 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €							
Réunion	308 731 €	1 375 €	5 885 €	7 657 €	323 643 €	3 276 €	2 861 776 €	-4 789 €	2 860 263 €	989 €	14 205 €	0 €	8 604 €	22 809 €							
St Pierre et Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	53 967 €	0 €	53 967 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €							
TOTAL	794 976 €	3 689 €	10 722 €	15 314 €	824 701 €	3 276 €	8 975 003 €	-9 578 €	8 968 701 €	2 637 €	20 206 €	28 410 €	12 575 €	52 236 €							

Annexe n° 2
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau 2 - Les régions d'outre-mer

REGIONS	TRANCHÉ 2018						Total Tranche 2018	TRANCHE 2019	Total Tranche 2019	Total Tranche 2020	Total Tranche 2021	Tranche 2022			Total tranche 2022	Total TRANCHES 2005-2022			
	Réforme LMD masseur-kiné (3ème tranche)	DAC des nouvelles charges résultant de l'arrêté du 18/05/2017 - diplôme d'Etat LMD infirmier - revalorisant les indemnités de stages	DAC provisionnel des bourses au niveau universitaires (décret 28/12/2016)	DAC transfert de service loi form pro 5 mars 2014	Services des parcs de l'Equipement transférés en 2011							Total Tranche 2019	Total Tranche 2020	Total Tranche 2021			DAC des nouvelles charges résultant de l'arrêté du 18/05/2017 - diplôme d'Etat LMD infirmier - revalorisant les indemnités de stages	DAC provisionnel des charges nouvelles résultant de l'arrêté du 16/12/2020 revalorisant les indemnités de stage de certaines formations de santé	DAC provisionnel des charges nouvelles résultant du décret n°2016-74 du 29/01/2016 instituant le DEAES
					Ajustement compensation des dépenses d'action sociale T2 des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option	Ajustement compensation des dépenses d'action sociale HT2 des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option													
Guadeloupe	0 €	57 229 €	54 124 €	45 422 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-18 161 €	54 120 €	14 096 €	50 055 €	35 212 357 €			
Martinique	15 858 €	41 730 €	85 530 €	47 424 €	-214 €	-117 €	32 159 €	32 159 €	0 €	0 €	0 €	-7 292 €	60 382 €	30 878 €	83 968 €	34 565 467 €			
Guyane	0 €	26 329 €	4 009 €	35 174 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 631 €	26 750 €	0 €	56 381 €	9 308 488 €			
Réunion	15 858 €	98 011 €	260 598 €	47 355 €	0 €	0 €	32 159 €	32 159 €	0 €	0 €	0 €	-9 361 €	124 904 €	22 151 €	137 694 €	68 584 395 €			
St Pierre et Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	53 967 €			
TOTAL	31 716 €	223 299 €	404 261 €	175 375 €	-214 €	-117 €	64 318 €	64 318 €	0 €	0 €	0 €	-5 183 €	266 156 €	67 125 €	328 098 €	147 724 674 €			

-331 €

Annexe n° 2

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne
sous forme de dotation globale de compensation (DGC)

Tableau 3 - Les collectivités relevant de l'article 74 de la Constitution

<i>Sous-action</i>	122-04-06 DGC Saint-Martin	
<i>Motif</i>	Revalorisation de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle	
<i>Référence</i>	Décret n° 2021-521 et n° 2021-522 Amendement 919 PLF 2022.	
Saint-Martin		210 126 €
TOTAL	210 126 €	210 126 €

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne
sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau 4 - Les départements

Sous-section	119-04-01 DGD Départements de droit commun	TOTAL	
<i>Motif</i>			
<i>Référence</i>			
Alsace		0 €	0 €
Alsace		0 €	0 €
Allier		0 €	0 €
Alpes-de-Hauts-Provence		0 €	0 €
Hauts-Alpes		0 €	0 €
Alpes-Maritimes		0 €	0 €
Ardèche		0 €	0 €
Ardennes		0 €	0 €
Ariège		0 €	0 €
Aube		0 €	0 €
Aude		0 €	0 €
Aveyron		0 €	0 €
Bouches-du-Rhône		0 €	0 €
Calvados		0 €	0 €
Cantal		0 €	0 €
Charente		0 €	0 €
Charente-Maritime		0 €	0 €
Cher		0 €	0 €
Corrèze		0 €	0 €
Corse-du-Sud		0 €	0 €
Haute-Corse		0 €	0 €
Côte-d'Or		0 €	0 €
Côte-d'Armor		0 €	0 €
Creuse		0 €	0 €
Dordogne		0 €	0 €
Doubs		0 €	0 €
Drôme		0 €	0 €
Eure		0 €	0 €
Eure-et-Loir		0 €	0 €
Finistère		0 €	0 €
Gard		0 €	0 €
Haute-Garonne		0 €	0 €
Gers		0 €	0 €
Gironde		0 €	0 €
Hérault		0 €	0 €
<i>Motif</i>			
<i>Référence</i>			
Haute-Saône		0 €	0 €
Saône-et-Loire		0 €	0 €
Sarthe		0 €	0 €
Savoie		0 €	0 €
Haute-Savoie		0 €	0 €
Paris		0 €	0 €
Seine-Maritime		0 €	0 €
Seine-et-Marne		0 €	0 €
Yvelines		0 €	0 €
Deux-Sèvres		0 €	0 €
Somme		0 €	0 €
Tarn		0 €	0 €
Tarn-et-Garonne		0 €	0 €
Var		0 €	0 €
Vaucluse		0 €	0 €
Vendée		0 €	0 €
Vienne		0 €	0 €
Haute-Vienne		0 €	0 €
Vosges		0 €	0 €
Yonne		0 €	0 €
Territoire-de-Belfort		0 €	0 €
Essonne		0 €	0 €
Hauts-de-Seine		0 €	0 €
Seine-Saint-Denis		0 €	0 €
Val-de-Marne		0 €	0 €
Val-d'Oise		0 €	0 €
TOTAL METROPOLE		0 €	0 €
Guadeloupe		0 €	0 €
Martinique		0 €	0 €
Guyane		0 €	0 €
Réunion		0 €	0 €
TOTAL OUTRE-MER		0 €	0 €
TOTAL		0 €	0 €
<i>Motif</i>			
<i>Référence</i>			
Ille-et-Vilaine		0 €	0 €
Indre		0 €	0 €
Indre-et-Loire		0 €	0 €
Ilede		0 €	0 €
Jura		0 €	0 €
Landes		0 €	0 €
Loire-et-Cher		0 €	0 €
Loire		0 €	0 €
Haute-Loire		0 €	0 €
Loire-Atlantique		0 €	0 €
Loiret		0 €	0 €
Lot		0 €	0 €
Lot-et-Garonne		0 €	0 €
Lozère		0 €	0 €
Maine-et-Loire		0 €	0 €
Manche		0 €	0 €
Marne		0 €	0 €
Haute-Marne		0 €	0 €
Mayenne		0 €	0 €
Meurthe-et-Moselle		0 €	0 €
Meuse		0 €	0 €
Morbihan		0 €	0 €
Moselle		0 €	0 €
Nievre		0 €	0 €
Nord		0 €	0 €
Oise		0 €	0 €
Orne		0 €	0 €
Pas-de-Calais		0 €	0 €
Puy-de-Dôme		0 €	0 €
Pyénées-Atlantiques		0 €	0 €
Hauts-Pyrénées		0 €	0 €
Pyénées-Orientales		0 €	0 €
Bas-Rhin		0 €	0 €
Haut-Rhin		0 €	0 €
Rhône		0 €	0 €

Annexe n° 2

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation non pérenne
sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau 5- Les communes et leurs groupements

Sous-action	0119-06-04 Concours Aérodrômes	TOTAL
Motif	Transfert de l'aérodrome de Tours Art 21 loi NOTRe du 7 août 2015	
Référence	Amendement n°II-1259 au PLF 2022	
Syndicat Mixte pour l'Amenagement et le Développement de l'Aéroport International de Tours Val-de-Loire	268 573 €	268 573 €
TOTAL	268 573 €	268 573 €

Sous-action	0119-02-02 DGD EMS	TOTAL
Motif	Transfert du réseau routier à l'EMS	
Référence	Amendement n°II-1259 et n°919 au PLF 2022	
Eurométropole de Strasbourg	575 883 €	575 883 €
<i>dont ajustement DAC définitif des charges de fonctionnement et d'investissement</i>	-521 €	-521 €
<i>dont fractions d'emplois</i>	159 610 €	
<i>dont emplois vacants intermédiaires (entre le 01/01/2021 et le 31/12/2021)</i>	30 868 €	
<i>dont Ouvriers des parcs et ateliers</i>	60 758 €	
<i>dont indemnités de service fait</i>	195 893 €	
<i>dont vacances</i>	30 218 €	
<i>dont "sac à dos"</i>	78 452 €	78 452 €
<i>dont dépenses de formation</i>	14 288 €	14 288 €
<i>dont médecine de prévention</i>	2 294 €	
<i>dont action sociale collective</i>	4 023 €	4 023 €
TOTAL	575 883 €	575 883 €

Sous-action	119-06-05 Concours DPF	TOTAL
Motif	Transfert du DPF de la Dordogne à EPIDOR à compter du 1er janvier 2021	
Référence	Mesures PAP 2022	
Etablissement public interdépartemental de la Dordogne	33 113 €	33 113 €
TOTAL	33 113 €	33 113 €

Annexe n°3
Tableau récapitulatif des montants de compensation non pérenne
sous forme de fiscalité transférée (TIPCE et TSCA)

Les régions

REGIONS	Arrêté du 18/05/2017 - diplôme d'Etat LMD infirmier - revalorisant les indemnités de stages	Arrêté du 16/12/2020 revalorisant les indemnités de stage de certaines formations de santé	Versement de la prime inflation aux boursiers des formations sanitaires et sociales	Versement de la prime inflation aux stagiaires de la formation professionnelle	Total
AUVERGNE-RHONE ALPES	-439 800 €	2 036 720 €	608 000 €	350 000 €	2 554 920 €
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	-180 520 €	676 622 €	191 400 €	500 000 €	1 187 502 €
BRETAGNE	-100 456 €	590 102 €	237 000 €	561 000 €	1 287 646 €
CENTRE VAL DE LOIRE	-137 384 €	659 292 €	293 600 €	514 600 €	1 330 108 €
CORSE	162 120 €	44 630 €	5 300 €	44 000 €	256 050 €
GRAND-EST	-360 060 €	1 428 132 €	515 700 €	650 000 €	2 233 772 €
HAUTS-DE-France	-166 300 €	1 911 594 €	872 200 €	1 980 000 €	4 597 494 €
ILE-DE-FRANCE	-631 704 €	3 287 320 €	999 000 €	1 400 000 €	5 054 616 €
NORMANDIE	19 316 €	921 262 €	328 600 €	900 000 €	2 169 178 €
NOUVELLE AQUITAINE	-383 556 €	1 443 204 €	371 600 €	600 000 €	2 031 248 €
OCCITANIE	-201 908 €	1 198 998 €	371 300 €	1 000 000 €	2 368 390 €
PAYS DE LA LOIRE	-12 084 €	735 144 €	264 700 €	440 000 €	1 427 760 €
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	-174 120 €	1 303 328 €	602 200 €	327 200 €	2 058 608 €
<i>Total Métropole</i>	-2 606 456 €	16 236 348 €	5 660 600 €	9 266 800 €	28 557 292 €
GUADELOUPE			37 600 €	300 000 €	337 600 €
MARTINIQUE			46 700 €	11 000 €	57 700 €
GUYANE			2 700 €	11 000 €	13 700 €
REUNION			77 800 €	106 000 €	183 800 €
SAINTE-PIERRE-ET-MIQUELON					0 €
SAINTE-MARTIN					0 €
SAINTE-BARTHELEMY					0 €
MAYOTTE			2 800 €	36 100 €	38 900 €
TOTAL Outre-mer	0 €	0 €	167 600 €	464 100 €	631 700 €
TOTAL GLOBAL	-2 606 456 €	16 236 348 €	5 828 200 €	9 730 900 €	29 188 992 €

Annexe n°3

Tableau récapitulatif des montants de compensation non pérenne sous forme de fiscalité transférée (TIPCE et TSCA)

Les départements

DEPARTEMENTS	Transfert du réseau routier à la CEA - DAC définitif des charges de fonctionnement et d'investissement	Transfert du réseau routier à la CEA		
		Transfert de service		Vacations
		"Sac à dos"	Formation	
COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE	-2 023 €	130 638 €	23 792 €	36 230 €
		Total		188 637 €

Annexe n° 4

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation non pérenne
sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau 1 - Les régions

<i>Sous-action</i>	<i>0119-05-01 DGD Régions</i>	<i>0119-05-01 DGD Régions</i>	<i>TOTAL</i>
<i>Motif</i>	<i>Arrêté du 18/05/2017 - diplôme d'Etat LMD infirmier - revalorisant les indemnités de stages</i>	<i>Arrêté du 16/12/2020 revalorisant les indemnités de stage de certaines formations de santé</i>	
<i>Référence</i>	<i>Amendement n°919 - PLF 2022</i>	<i>Amendement n°919 - PLF 2022</i>	
Guadeloupe	-72 644 €	54 120 €	-18 524 €
Guyane	118 524 €	26 750 €	145 274 €
Martinique	-29 168 €	60 382 €	31 214 €
Réunion	-37 444 €	124 904 €	87 460 €
TOTAL	-20 732 €	266 156 €	245 424 €

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation non pérenne sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau 2 - Les départements

Sous-action	119-04-01 DGD des départements	Sous-action	119-04-01 DGD des départements	Sous-action	119-04-01 DGD des départements
Moif	Mise en œuvre de l'article 7 de la loi du 11 avril 1985	Moif	Mise en œuvre de l'article 7 de la loi du 11 avril 1985	Moif	Mise en œuvre de l'article 7 de la loi du 11 avril 1985
Référence	Amendement I-1239 au PLF pour 2022	Référence	Amendement I-1239 au PLF pour 2022	Référence	Amendement I-1239 au PLF pour 2022
Ain		Ille-et-Vilaine		Haute-Saône	
Alaine		Indre		Saône-et-Loire	
Allier		Indre-et-Loire	20 951 €	Sarthe	
Alpes-de-Haute-Provence		Isère		Savoie	
Alpes-Alpes		Jura		Haute-Savoie	
Alpes-Merflimes		Landes		Paris	
Ardèche		Loire-et-Cher		Saône-Maritime	
Ardennes		Loire		Saône-et-Marne	
Ariège		Haute-Loire		Yvelines	
Aube		Loire-Atlantique		Deux-Sèvres	
Aude		Loir-et-Cher		Somme	
Aveyron		Lot		Tarn	
Bouches-du-Rhône		Lot-et-Garonne		Tarn-et-Garonne	
Calvados		Lozère		Var	
Cantal		Maine-et-Loire		Vaucluse	
Charente		Manche		Vendée	
Charente-Maritime		Marne		Vienne	
Cher		Haute-Marne		Haute-Vienne	
Corrèze		Mayenne		Voisgus	
Corse-du-Sud		Meurthe-et-Moselle		Yonne	
Haute-Corse		Meuse		Territoire-de-Belfort	
Côte-d'Or		Morbihan		Essonne	
Côte-d'Armor		Moselle		Hauts-de-Seine	
Creuse		Nièvre		Saône-Saint-Oenis	25 171 €
Dordogne		Nord		Val-de-Marne	113 377 €
Doubs		Oise		Val-d'Oise	
Drôme		Orne		TOTAL METROPPOLE	159 489 €
Eure		Pas-de-Calais		Guadeloupe	-26 238 €
Eure-et-Loir		Puy-de-Dôme		Martinique	
Finistère		Pyénées-Atlantiques		Suyane	
Gard		Hautes-Pyénées		Réunion	
Haute-Garonne		Pyénées-Orientales		TOTAL OUTRE-MER	-26 238 €
Gers		Bas-Rhin		TOTAL	133 251 €
Gironde		Haut-Rhin			
Hérault		Rhône			

Annexe n° 4

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation non pérenne
sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau 3 - Les régions - Concours aux ports maritimes

Sous-action	0119-06-02 Concours aux ports maritimes	
Motif	Loi LRL du 13 août 2004 (art 30-104-121) Décret n° 2007-1616 du 15 novembre 2007 Compensation prorata temporis des personnels ayant opté pour leur intégration dans la FPT au 1er janvier 2021	TOTAL
Référence	Amendement n°919 - PLF 2022	
AUVERGNE RHONE-ALPES		
BOURGOGNE FRANCHE- COMTE		
BRETAGNE		
CENTRE - VAL DE LOIRE		
CORSE		
GRAND-EST		
HAUTS-DE-FRANCE		
ILE-DE-FRANCE		
NORMANDIE		
NOUVELLE AQUITAINE		
OCCITANIE	76 472 €	76 472 €
PAYS DE LA LOIRE		
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR		
GUADELOUPE		
GUYANE		
MARTINIQUE		
REUNION		
TOTAL	76 472 €	76 472 €

Annexe n° 4

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation non pérenne
sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau 3 - Les communes et leurs groupements

<i>Sous-action</i>	0119-06-04 Concours Aérodrômes		
<i>Motif</i>	Transfert de l'aérodrome de ToursArt 21 loi NOTRE		
<i>Référence</i>	Amendement n° II-1259 au PLF 2022		
Syndicat Mixte pour l'Amenagement et le Développement de l'Aéroport International de Tours Val-de-Loire		67 143 €	67 143 €
TOTAL		67 143 €	67 143 €

<i>Sous-action</i>	0119-02-02 DGD EMS		
<i>Motif</i>	Transfert du réseau routier à l'EMS		
<i>Référence</i>	Amendement n° II-1259 et n° 919 au PLF 2022		
Eurométropole de Strasbourg		56 728 €	56 728 €
dont ajustement DAC définitif des charges de fonctionnement et d'investissement		-521 €	-521 €
dont "sac à dos"		39 226 €	39 226 €
dont dépenses de formation		7 144 €	7 144 €
dont dépenses de vacations		10 879 €	10 879 €
TOTAL		56 728 €	56 728 €

Annexe n° 5 :
Tableau récapitulatif des décrets de transfert de services

Le partage définitif des services, par décret
en Conseil d'État

Les décrets ayant fait l'objet d'une publication sont énumérés dans le tableau suivant :

Services transférés par ministère décentralisateur	Numéro et date du décret	Date de publication du décret au JO	Date d'entrée en vigueur
Services transférés au 1^{er} janvier 2006			
Services participant aux missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général technique dans les collèges et les lycées et services gestionnaires des personnels TOS (ministère de l'éducation nationale)	Décret n° 2005-1631 du 26 décembre 2005	27 décembre 2005	1 ^{er} janvier 2006
Services transférés au 1^{er} janvier 2007			
Services exerçant les compétences en matière de routes départementales (ministère de l'équipement)	Décret n° 2006-1341 du 6 novembre 2006	7 novembre 2006	1 ^{er} janvier 2007
Services exerçant les compétences en matière de routes nationales (ministère de l'équipement)	Décret n° 2006-1342 du 6 novembre 2006	7 novembre 2006	1 ^{er} janvier 2007
Services exerçant les compétences en matière de fonds de solidarité pour le logement (ministère de l'équipement)	Décret n° 2006-1343 du 6 novembre 2006	7 novembre 2006	1 ^{er} janvier 2007
Services exerçant les compétences dans les ports départementaux maritimes (ministère de l'équipement)	Décret n° 2006-1344 du 6 novembre 2006	7 novembre 2006	1 ^{er} janvier 2007
Services participant aux missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général technique dans les lycées agricoles et services gestionnaires des personnels TOS des lycées agricoles (ministère de l'agriculture)	Décret n° 2006-1756 du 23 décembre 2006	30 décembre 2006	1 ^{er} janvier 2007
Services transférés au 1^{er} février 2007			
Services régionaux de l'inventaire général du patrimoine culturel (ministère de la culture)	Décret n° 2007-20 du 4 janvier 2007	6 janvier 2007	1 ^{er} février 2007
Services transférés au 1^{er} septembre 2007			
Services participant aux missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général technique dans les lycées professionnels maritimes (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-778 du 10 mai 2007	11 mai 2007	1 ^{er} septembre 2007
Services transférés au 1^{er} janvier 2008			
Services exerçant les compétences en matière de routes nationales (portions résiduelles) et transfert des services au département de la Seine-Saint-Denis exerçant les compétences en matière de routes départementales	Décret n° 2007-1614 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1 ^{er} janvier 2008

Services transférés par ministère décentralisateur	Numéro et date du décret	Date de publication du décret au JO	Date d'entrée en vigueur
(ministère de l'équipement)			
Services exerçant les compétences dans le domaine des aérodromes (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-1615 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1 ^{er} janvier 2008
Services exerçant les compétences dans le domaine des ports d'intérêt national (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-1616 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1 ^{er} janvier 2008
Services exerçant les compétences dans le domaine des ports maritimes transférés en application de la loi du 22 juillet 1983 (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-1617 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1 ^{er} janvier 2008
Services exerçant les compétences dans le domaine des voies d'eau – 5 départements (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-1618 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1 ^{er} janvier 2008
Services assurant la conduite des opérations en matière d'aménagement foncier – 1 ^{ère} vague de transfert (ministère de l'agriculture)	Décret n° 2007-1946 du 26 décembre 2007	1 ^{er} janvier 2008	1 ^{er} janvier 2008
Services transférés au 1^{er} janvier 2009			
Services exerçant les compétences à l'égard du RMI, des FAJ, des CLIC, des CODERPA, des FSL, des fonds d'aide eau et énergie, de la lutte anti-vectorielle et des bourses et formations sanitaires et sociales (ministère de l'intérieur et ministère en charge des affaires sociales)	Décret n° 2008-791 du 20 août 2008	21 août 2008	1 ^{er} janvier 2009
Services exerçant les compétences dans le domaine des voies d'eau au profit de 3 départements (ministère de l'équipement)	Décret n° 2008-1377 du 19 décembre 2008	24 décembre 2008	1 ^{er} janvier 2009
Services exerçant les compétences dans le domaine des ports maritimes transférés en application de la loi du 22 juillet 1983 au profit de la Communauté d'agglomération de Morlaix (ministère de l'équipement)	Décret n° 2008-1378 du 19 décembre 2008	24 décembre 2008	1 ^{er} janvier 2009
Services exerçant les compétences en matière de routes nationales – Transfert au département de la Guyane et à la région Réunion et transfert de portions résiduelles de routes nationales à 10 départements (ministère de l'équipement)	Décret n° 2008-1379 du 19 décembre 2008	24 décembre 2008	1 ^{er} janvier 2009
Services exerçant les compétences à l'égard du RMI, des FAJ, des CLIC, des CODERPA, des FSL, des fonds d'aide eau et énergie, de la lutte anti-vectorielle et des bourses et formations sanitaires et sociales – Modification du décret du 20 août 2008 (ministère de l'intérieur et ministère en charge des affaires sociales)	Décret n° 2008-1450 du 22 décembre 2008	31 décembre 2008	1 ^{er} janvier 2009

Services transférés par ministère décentralisateur	Numéro et date du décret	Date de publication du décret au JO	Date d'entrée en vigueur
Services assurant la conduite des opérations en matière d'aménagement foncier – 2 ^{ème} vague de transfert (ministère de l'agriculture)	Décret n° 2008-1552 du 31 décembre 2008	1 ^{er} janvier 2009	1 ^{er} janvier 2009
Services transférés au 1^{er} septembre 2009			
Services déconcentrés participant à l'exercice des compétences transférées au STIF en matière de plan de déplacements urbains, d'organisation et de fonctionnement des transports scolaires et de remboursement des frais de déplacement des élèves et des étudiants handicapés (MEDDTL, ministères de l'intérieur et de l'éducation nationale)	Décret n° 2009-954 du 29 juillet 2009	2 août 2009	1 ^{er} septembre 2009
Services transférés au 1^{er} janvier 2010			
Services déconcentrés participant à l'exercice des compétences dans le domaine des voies d'eau dont la propriété a été transférée à la région Bretagne au 1 ^{er} janvier 2008 et participant à l'exercice des compétences sur le domaine public fluvial du port de Saint-Laurent-du-Maroni dont la propriété a été transférée à la communauté de communes de l'Ouest guyanais au 1 ^{er} janvier 2009 (MEDDTL)	Décret n°2009-1622 du 23 décembre 2009	26 décembre 2009	1 ^{er} janvier 2010
Services assurant la conduite des opérations en matière d'aménagement foncier – 3 ^{ème} vague de transfert (ministère de l'agriculture)	Décret n°2009-1669 du 29 décembre 2009	30 décembre 2009	1 ^{er} janvier 2010
Services chargés de la délivrance des autorisations préalables au changement d'usage des locaux destinés à l'habitation (ministère de l'intérieur et MEDDTL)	Décret n°2009-1726 du 30 décembre 2009	31 décembre 2009	1 ^{er} janvier 2010
Services transférés au 1^{er} janvier 2011			
Services déconcentrés participant à l'exercice des compétences dans le domaine des voies d'eau dont la propriété a été transférée à la région Alsace, au département du Bas-Rhin et à la Communauté urbaine de Strasbourg (ministère de l'agriculture)	Décret n°2010-1756 du 30 décembre 2010	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2011
Services transférés au 1^{er} janvier 2012			
Services déconcentrés en charge du domaine public fluvial non navigable de la Vire et du canal de Vire-Taute dont la propriété a été transférée au syndicat pour le développement du Saint-Lois (ministère de l'écologie)	Décret n°2011-2017 du 29 décembre 2011	30 décembre 2011	1 ^{er} janvier 2012
Services transférés au 1^{er} janvier 2014			
Services déconcentrés en charge du domaine public fluvial du Var dont la propriété a été transférée au département des Alpes-Maritimes (ministère de l'écologie)	Décret n°2013-1206 du 23 décembre 2013	24 décembre 2013	1 ^{er} janvier 2014

Services transférés par ministère décentralisateur	Numéro et date du décret	Date de publication du décret au JO	Date d'entrée en vigueur
Services transférés au 1^{er} janvier 2015			
Services déconcentrés du domaine public fluvial de la Sèvre Niortaise, du Mignon et des Autizes (ministère de l'écologie)	Décret n° 2014-1558 du 22 décembre 2014	24 décembre 2014	1 ^{er} janvier 2015
Services déconcentrés participant aux missions de l'autorité de gestion des programmes européens financés au titre du fonds social européen ou du fonds européen de développement régional ou du fonds européen agricole pour le développement rural (ministères de l'intérieur, de l'écologie, de l'agriculture, du travail, de l'économie, de la culture et services du premier ministre)	Décret n° 2015-783 du 29 juin 2015	30 juin 2015	1 ^{er} juillet 2015 pour les services mis à disposition avant le 1 ^{er} avril 2015 sinon 1 ^{er} janvier de l'année suivant la mise à disposition
Services transférés au 1^{er} janvier 2017			
Services déconcentrés participant à l'exercice de la compétence des centres de ressources, d'expertises et de performances sportives (ministère des sports)	Décrets n° 2016-1055 du 1 ^{er} août 2016 et n°2016-1803 du 20 décembre 2016	3 août et 22 décembre 2016	1 ^{er} janvier 2017
Services déconcentrés participant à l'exercice des compétences en matière de formation professionnelle transférés par la loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale (ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, ministère de la justice)	Décret n°2016-1678 du 26 décembre 2016	28 décembre 2016	1 ^{er} janvier 2017
Services transférés au 1^{er} janvier 2020			
Services participant à l'exercice des missions des DRONISEP en matière de diffusion de la documentation et d'élaboration des publications à portée régionale relatives à l'orientation scolaire et professionnelle des élèves et des étudiants transférées par la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel	Décret n° 2019-1552 du 30 décembre 2019	31 décembre 2019	1 ^{er} janvier 2020
Services transférés au 1^{er} janvier 2022			
Services de la direction interdépartementale des routes de l'Est et de la DREAL Grand Est participant à l'entretien, à l'exploitation et à la gestion du domaine public routier national transféré à la Collectivité européenne d'Alsace et à l'Eurométropole de Strasbourg en application de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace	Décret n° 2021-1346 du 15 octobre 2021	16 octobre 2021	17 octobre 2021

Services transférés par ministère décentralisateur	Numéro et date du décret	Date de publication du décret au JO	Date d'entrée en vigueur
Services de l'Etat et de Voies navigables de France qui participent à l'exercice des compétences d'aménagement, de gestion et d'entretien du domaine public fluvial de la partie du bassin de la Dordogne dont la propriété a été transférée à EPIDOR le 1er janvier 2021.	Décret n° 2021-1586 du 6 décembre 2021	8 décembre 2021	1 ^{er} janvier 2022

Annexe n°6

Tableau récapitulatif des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE) et de prélèvement sur recettes (PSR) versés aux régions dans le cadre de la réforme de l'apprentissage

REGIONS	Versement sous forme de PSR I et III art.76 LFI 2020	Versement d'une part du produit de la TICPE I art.76 LFI 2020	Reprise de TICPE versée au titre de l'art.41 de la LFI 2014 II art. 76 LFI 2020	Total
Auvergne-Rhône-Alpes	14 369 701 €	21 736 610 €		36 106 311 €
Bourgogne-Franche-Comté	5 703 617 €	8 398 923 €		14 102 540 €
Bretagne	5 454 832 €	8 302 754 €		13 757 586 €
Centre-Val de Loire	4 799 097 €		-2 899 747 €	4 799 097 €
Corse	703 986 €	904 080 €		1 608 066 €
Grand-Est	13 037 784 €	22 792 610 €		35 830 394 €
Hauts-de-France	4 064 636 €	2 820 443 €		6 885 079 €
Ile-de-France	9 238 093 €	6 202 131 €		15 440 224 €
Normandie	5 088 441 €	6 047 773 €		11 136 214 €
Nouvelle-Aquitaine	5 481 805 €	679 761 €		6 161 566 €
Occitanie	13 276 673 €	21 331 288 €		34 607 961 €
Pays de la Loire	11 116 171 €		-8 355 299 €	11 116 171 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	18 621 291 €	34 241 410 €		52 862 701 €
Total Métropole	110 956 127 €	133 457 783 €	-11 255 046 €	244 413 910 €
Guadeloupe	2 571 462 €	5 272 136 €		7 843 598 €
Martinique	5 593 473 €	11 950 538 €		17 544 011 €
Guyane	428 282 €		-34 280 €	428 282 €
La Réunion	3 009 741 €	6 205 803 €		9 215 544 €
Total Outre-Mer	11 602 958 €	23 428 477 €	-34 280 €	35 031 435 €
Total global	122 559 085 €	156 886 260 €	-11 289 326 €	279 445 345 €

Annexe n°7

Tableau de répartition entre les régions de la dotation de compensation de la perte des frais de gestion de la taxe d'habitation (TH) et de la dotation de compensation de la baisse des frais de gestion de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et de la cotisation foncière des entreprises (CFE)

REGIONS	% de répartition B du II de l'art.41 LFI pour 2014	Dotations de compensation de la perte des frais de gestion de la TH	Dotations de compensation de la baisse des frais de gestion de la CVAE et de la CFE	Total
Auvergne-Rhône-Alpes	9,653511%	28 251 881 €	10 329 257 €	38 581 138 €
Bourgogne-Franche-Comté	4,287759%	12 548 518 €	4 587 902 €	17 136 420 €
Bretagne	3,640315%	10 653 714 €	3 895 137 €	14 548 851 €
Centre-Val de Loire	3,701089%	10 831 575 €	3 960 165 €	14 791 740 €
Corse	0,487961%	1 428 062 €	522 118 €	1 950 180 €
Grand-Est	7,797245%	22 819 349 €	8 343 052 €	31 162 401 €
Hauts-de-France	13,010422%	38 076 186 €	13 921 152 €	51 997 338 €
Ile-de-France	12,945384%	37 885 847 €	13 851 561 €	51 737 408 €
Normandie	7,545949%	22 083 908 €	8 074 165 €	30 158 073 €
Nouvelle-Aquitaine	8,763294%	25 646 579 €	9 376 725 €	35 023 304 €
Occitanie	8,806236%	25 772 253 €	9 422 673 €	35 194 926 €
Pays de la Loire	4,637554%	13 572 225 €	4 962 183 €	18 534 408 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8,301023%	24 293 701 €	8 882 095 €	33 175 796 €
Total Métropole	93,577742%	273 863 798 €	100 128 184 €	373 991 982 €
Guadeloupe	0,964412%	2 822 440 €	1 031 921 €	3 854 361 €
Martinique	1,346064%	3 939 379 €	1 440 288 €	5 379 667 €
Guyane	0,337345%	987 271 €	360 959 €	1 348 230 €
La Réunion	2,960443%	8 664 007 €	3 167 674 €	11 831 681 €
Mayotte	0,813994%	2 382 228 €	870 974 €	3 253 202 €
Total Outre-Mer	6,422258%	18 795 325 €	6 871 816 €	25 667 141 €
Total global	100,000000%	292 659 123 €	107 000 000 €	399 659 123 €